la cause du peuple

nouvelle édition



N°20 septembre 2013

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Renforçons la dynamique !



Développons le FRAP !

l'éditorial

La Cause du Peuple n'est pas parue depuis le mois de mai. Avions-nous abandonné la lutte contre la bourgeoisie ? Bien sûr que non ! D'ailleurs sur notre blog, à travers des tracts, on pouvait voir que nous étions présents sur le terrain de la lutte des classes.

Nous avons lutté aux côtés des ouvriers de PSA qui ont occupés leur usine pendant plusieurs mois pour conserver leur emploi. Nous avons comme eux beaucoup appris. Nous avons soutenu les ouvriers de Goodyear, manifesté aux côtés des autres forces antifascistes pour rendre hommage à Clément Méric, avons soutenu la Révolution en Inde, soutenu les initiatives pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Bref, la Cause du Peuple n'est pas morte ! Ces derniers mois, c'est juste que le travail de terrain a pris le pas sur la rédaction du journal.

Au premier trimestre 2013 a commencé un travail intense pour accélérer le processus d'unification des communistes maoïstes de France, qui s'était amorcé lors de la réunion internationale de soutien à la Guerre Populaire en Inde à Hambourg en novembre 2012. Ce processus s'est renforcé durant la lutte des ouvriers de PSA, puis au cours de la semaine de formation organisée par le PCmF et l'OC-Futur Rouge cet été. C'est cette dynamique qui va permettre de mettre en place dans plusieurs villes en France des comités du Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire (FRAP) et de développer le contenu et la diffusion de la Cause du Peuple.

La lutte exemplaire des ouvriers de PSA a été une lutte de classe exemplaire à bien des égards. Les ouvriers syndiqués (principalement à la CGT) et aussi à Sud, n'ont pas pris les décisions seuls, mais ont unis les ouvriers syndiqués et non-syndiqués dans un comité de lutte, les décisions étant prise en assemblée générale des grévistes. Les pressions patronales ont été de toutes sortes (chantage, menace de mise à pied, licenciement, etc.) sans compter «l'embauche» de cadres d'autres usines comme garde-chiourmes chargés de surveiller et ficher les grévistes, intimider les non-grévistes et empêcher qu'il y ait une grève massive. L'organisation interne a été particulièrement poussée, les tâches de chacun définies. Une association a été formée, ce qui a permis d'organiser le financement de la grève et de verser un salaire minimum de compensation aux grévistes grâce à l'argent de la solidarité. Les grévistes de PSA ont multiplié les interventions sur les autres usines du groupe, mais n'ont pas réussi à ce que la grève s'étende à l'ensemble des usines du groupe, voire à d'autres secteurs de l'automobile et au-delà. Néanmoins, des graines ont été plantées.

La convergence des usines en lutte n'est pas suffisante, car quand la grève est finie, quand il n'y a pas fermeture de l'usine, chacun retourne à sa structure syndicale ou reste non-syndiqué, les liens entre ouvriers se desserrent. Quand l'usine est fermée, chacun se recase comme il peut. De plus, les autres usines qui n'ont pas été en lutte n'ont pas de lien entre elles, de comité de base unitaire.

Comme on peut l'observer, les centrales sont fortement critiquées parce qu'elles ne sont pas d'accord avec la création de comités unissant syndiqués et non-syndiqués, pas plus qu'elles ne sont d'accord avec les liaisons horizontales entre travailleurs. Cette situation pose la question d'un organisme permanent au niveau national ayant pour charge d'organiser la résistance contre le patronat et contre l'Etat dans une première étape. En clair, il nous faut un Front Ouvrier Révolutionnaire qui unisse au-delà des structures syndicales et de la diversité des secteurs et situations professionnelles tout en les prenant en compte.

La classe ouvrière ne doit pas être isolée des autres couches populaires, mais être l'élément dynamique du Front Uni, du FRAP.

Le gouvernement PS qui dirige aujourd'hui l'Etat capitaliste, poursuit la même politique de liquidation des conquêtes sociales que ses prédécesseurs par des tripatouillages ayant pour objectif de faire payer la note aux plus démunis (retraités, jeunes, couches intermédiaires, etc.), en augmentant la TVA, la CSG, les impôts, en allégeant par diverses méthodes les charges patronales. L'accord flexi-sécurité, dit ANI, permet la flexibilité du travail, c'est-à-dire la facilité du licenciement, la réduction du temps de travail avec baisse de salaire imposée aux travailleurs ou augmentation du temps de travail sans augmentation salariale, etc.

Soit disant pour combattre la délinquance produite par la montée massive du chômage et de la misère, l'Etat renforce sa police, fiche la population par le croisement des fichiers, les communications Internet, les portables, le fichage sélectif des goûts, idées de chacun, les cartes diverses, etc.

Outre la montée du fascisme (FN et groupes fascistes et nazis violents et radicalisation de la bourgeoisie), on assiste à la pénétration de l'idéologie du FN : islamophobie au nom de la lutte contre le terrorisme, xénophobie contre les Rroms, utilisation des préjugés pour diviser la classe ouvrière, homophobie, anticommunisme en toile de fond. Une partie de la droite reprend à son compte

sommaire

Lutte de classe

★ Arrêtons l'hécatombe, passons à l'offensive *(p.3)*

★ Solidarité avec les ouvriers de Michelin *(p.5)*

Lutte pour le logement

★ Clermont-Ferrand *(p.5)*

Analyse

★ FdG : entre contradictions et tromperie *(p.7)*

Antifascisme

★ Derrière le fascisme se cache le Capital *(p.9)*

★ Communiqué AFA-Paris Banlieue *(p.10)*

★ Sur l'islamophobie *(p.10)*

★ Rafle à Barbès *(p.11)*

★ Les Rroms à Vaulx-en-Velin *(p.13)*

(in)Justice de classe

★ Libérez Georges Abdallah *(p14)*

Anticolonial

★ Sur la Réunion et l'anicolonialisme *(p.14)*

International

★ Mobilisation au Brésil *(p.15)*

★ Répression en Inde *(p.17)*

★ Contre l'intervention en Syrie *(p.19)*

★ Grève de la faim au Maroc *(p.21)*

Culture

★ Histoire de l'immigration *(p.21)*

★ Diaz : un crime d'Etat *(p.23)*

ces idées, notamment en mobilisant contre le mariage pour tous où se sont illustrés violemment les groupes fascistes et néo-nazis.

Le gouvernement PS, non content d'être celui de la «réforme» du capitalisme contre les conquêtes et les intérêts des travailleurs, est celui du renforcement de l'appareil d'Etat policier. Par ses mesures antisociales et son incapacité à résoudre la crise, il est en partie responsable de la montée du fascisme, il creuse le lit du fascisme.

Le gouvernement PS, socialiste en paroles mais impérialiste dans les faits, agit comme la droite. Avec l'impérialisme américain dont il est un chien courant, il est prêt à partir dans une guerre aventureuse en Syrie, à la grande joie des marchands de canons tels les Dassault et compagnie. Ce gouvernement soutient les manipulations de l'impérialisme américain prenant pour prétexte l'utilisation des armes chimiques, qui ont servi à l'époque à Bush pour envahir l'Irak et éliminer un dictateur rebelle. L'invasion de l'Irak a créé le chaos que l'on sait, opposant sunnites et chiites.

En Egypte et en Tunisie, les islamistes ont succédé aux anciens chiens de garde et ont voulu imposer leur doctrine au peuple révolté contre la misère. Les masses populaires (laïcs ou croyants unis) se sont dressées contre la doctrine des islamistes. Cela continue en Tunisie. En Egypte, l'Armée a fait un coup d'Etat, a repris la situation en main et réprime violemment les islamistes. Elle en profite pour mettre au pas les comités populaires opposés aux islamistes dans les quartiers.

Comme nous l'avons vu, ce qu'il manque chez nous, comme dans les pays arabes ou dans d'autres pays, c'est une direction politique ayant une stratégie révolutionnaire pour en finir avec la bourgeoisie impérialiste et les chiens de garde de tout acabit, c'est un Front Uni du Peuple contre le capitalisme et la montée du fascisme, c'est aussi avoir une organisation capable de combattre l'ennemi. L'histoire nous enseigne que sans direction, sans un Parti communiste réellement révolutionnaire, les luttes de la classe ouvrière et du peuple sont récupérées par la réaction et les réformistes qui maintiennent la dictature de la bourgeoisie contre ceux qui produisent. La bête immonde du fascisme n'est pas morte et grandit au fur à mesure que la crise se développe, que la répression et que les interventions militaires frappent celles et ceux qui se soulèvent contre la domination impérialiste.

Cette direction existe ou est en train de se former : en Inde sur un tiers du pays et aux Philippines, la guerre populaire dirigé par le PC maoïste se développe ; elle se poursuit au Pérou ; se prépare au Bengladesh, au Manipur ; dans différents pays d'Amérique du Sud, dans plusieurs pays d'Europe, mais aussi au Maroc et en Tunisie, des partis maoïstes se reconstruisent.

Continuons et développons la dynamique, créons partout des comités du FRAP !

Arrêtons l'hécatombe, passons à l'offensive !

Dans le cadre de la crise économique, les fermetures d'usines et entreprises se poursuivent dans tous les secteurs d'activité, car il n'y a pas un secteur où la guerre dirigée par le capital financier qui domine toute l'économie ne vise l'objectif de maintenir à tout prix le taux de profit le plus élevé possible. Pour parvenir à cet objectif :

Le capital financier concentre la production en monopoles de plus en plus puissants.

★ Il déplace ses capitaux afin que ses monopoles poursuivent le pillage des pays dominés, ses intérêts étant protégés militairement par les Etats et leurs «chiens de garde» locaux.

★ Il externalise sa production vers les pays où la main d'œuvre est moins chère, sans droits, là où les Etats leurs accords des avantages fiscaux et fonciers.

★ Pour que le profit soit exonéré d'impôts, le capital financier dissimule tout ou partie de ses avoirs dans les paradis fiscaux, ou crée des sociétés écrans, transporte ses marchandises sous pavillons de complaisance, employant une main d'ouvre sous-payée issue des pays dominés.

★ Le capital financier remplace une partie importante de la main d'œuvre par des robots pour augmenter la productivité d'une part, et de l'autre parce qu'un robot ne fait pas grève.

Les Etats endettés empruntent de plus en plus cher sur le marché financier. Ils «redressent» leurs budgets sur le dos des travailleurs et travailleuses par l'impôt direct et les taxes (comme la TVA) ; en diminuant les retraites et en repoussant l'âge de départ ; en réduisant les dépenses de santé ; et surtout en cassant les conquêtes que la classe ouvrière avait arraché à la bourgeoisie (l'accord flexi-sécurité en est l'exemple récent le plus flagrant). Toutes ces mesures ont un effet négatif sur le pouvoir d'achat.

D'autant que la crise renforce le processus de concentration du capital financier, ce qui se traduit par une réorganisation de l'appareil de production à l'échelle mondiale. Cela fait augmenter le chômage, qui atteint 7 millions de personnes. Cette situation a des conséquences directes sur la vie quotidienne : dépressions, maladies, stress, difficulté avec le logement, les crédits, payer les études des enfants ou les nourrices, etc.

L'automobile est un secteur qui a particulièrement souffert de ces restructurations. PSA Aulnay ferme en 2014. Dès fin juillet, un tiers des effectifs sera supprimé, 400 autres devraient être transférés sur d'autres sites (Poissy, Saint Ouen, Metz, Mulhouse, …), les 900 autres restants seraient incités à rejoindre ID Logistics, Aéroports de Paris, la SNCF ou la RATP. Des licenciements sont prévus à l'usine de Rennes. La direction multiplie les réunions pour faire accepter son plan de compétitivité :

Ramener le coût d'assemblage de 700 à 507, 50 €

★ Accord de performance en mettant en concurrence les ouvriers de la Française de Mécanique (filiale 50/50 PSA/ Renault) et ceux du site PSA de Tremery à propos du moteur DV/néo

★ La direction veut associer les syndicats au plan d'économie, en clair la baisse des salaires et l'augmentation du temps de travail, sans compter les réorganisations

★ Mobilité interne

★ Pousser les salariés moins qualifiés à chercher du travail ailleurs (12 à 24 mois) sans rupture du contrat PSA

★ Dispositif permettant un départ anticipé

★ Temps partiel en fin de carrière (50 % payé 60 %)

★ Dispense d'activité (65 % imposable et cotisable)

★ La fermeture d'Aulnay induit la disparition ou le dégraisse des sous-traitants et porte un coup aux finances des collectivités, augmentant les impôts locaux et réduisant l'aide sociale.

Chez Renault, tout le secteur automobile est en crise, plusieurs syndicats ont signé des accords défavorables aux travailleurs (mobilité, compétitivité plus forte, blocage des salaires). Ce qui n'empêche pas Carlos Gohn de recevoir un salaire de 10 millions d'euros.

Les licenciements et fermetures ne se comptent plus :

Faurecia Automotive Industrie qui fabrique des pièces insonorisantes ((tabliers et sou-tapis) pour le Trafic Renault, la Ford Galaxy, l'Espace Renault et la Mitshibushi Colt, va supprimer 54 emplois à Mouzon (Ardennes).

★ A Cerizay, Heuliez (carrosserie) est toujours menacé.

★ Cargo Van (kits de carrosserie poids lourds) supprime 44 des 97 salariés de l'usine de Pithiviers le Vieil (Loiret).

★ L'usine Trailor (citernes à hydrocarbures) est liquidée

★ Goodyear Amiens-Nord doit fermer malgré une lutte de 5 ans, une commission d'enquête bidon doit examiner si la loi a été détournée

★ Chez Michelin à Joué-les-Tours (pneus poids-lourds) 730 postes sur 930 seront supprimés. Michelin emploie 23 000 salariés en France, 113.000 dans le monde

★ Sanofi : La direction, outre la réorganisation du site de Recherche et Développement de Toulouse, ajoute à son plan la suppression de 250 postes sur 1064, à Montpellier 170 postes devraient être transférés, 20 supprimés, 80 mises mis en préretraite alors que le gouvernement veut repousser l'âge de la retraite (contradiction du capitalisme !).

★ A la Fonderie de Bretagne, les ouvriers refusent de signer le contrat de productivité de Renault (augmentation du temps de travail de 32 à 35 heures).

★ Fonderies Collignon à Deville (Ardennes) : 44 suppressions d'emploi, 27 départs volontaires, 17 licenciements - sur 159 salariés.

★ Malhle Pistons (groupe allemand) ferme son usine, 270 salariés au chômage

★ Marine Harvest (transformation de saumons) : Poullaouen (Finistère), 188 salariés licenciés + une centaine d'intérimaires et 124 cdi et 50 interémiaires à Châteaugiron (Ile et Vilaine)

★ Renesas Design France (Cesson-Sévigné –Rennes ; téléphonie mobile) 174 licenciements (92 % ingénieurs) + 45 postes sous-traitance.

★ Gad (abattoirs) Lampaud-Gulmiliau (Finistère) – 850 salariés, celui de Josselin (Morbihan) maintenu avec augmentation de productivité

Dépôt de bilan :

Solarezon (panneaux photovoltaïques) suite à une refus des banques malgré un gros contrat au Maroc

Redressement :

Rolpin (panneaux de pin des Landes) : 158 salariés menacés

★ Sopan Sajic (imprimerie) : 110 salariés)

★ Jallais (sous-traitant d'Airbus) Sainte-Luce sur Loire (Loire Atlantique) : 280 salariés + 30 intérimaires

Pour contrôler la révolte latente, l'Etat renforce son appareil coercitif (armée, police, justice, administration centrale) et provoque la montée du fascisme sous des formes modernes, avec le risque pour finir de l'instauration d'un Etat terroriste contre les libertés fondamentales acquises par les peuples au prix du sang et des larmes.

Les gouvernements de droite ou de «gauche», élus à la tête de l'Etat capitaliste ne pensent qu'à sauver le système. Ils creusent le lit du fascisme et reprennent une partie de ses thèmes : «contrôler» l'immigration, lutter contre la «délinquance» produit de la société capitaliste. Lié au pacte républicain bourgeois, ils défendent la propriété capitaliste et laissent les capitalistes appliquer leurs méthodes pour maintenir le taux de profit, à savoir restructurer leur appareil de production sur le dos des travailleurs. Ils leur accordent même des aides financières pour y parvenir et envoient les forces de l'ordre capitaliste pour mettre au pas la classe ouvrière et toutes celles et ceux qui protestent, pendant que les bandes fascistes et néo-nazies agressent et assassinent.

L'esprit légaliste domine dans le mouvement parce que le prolétariat et les masses populaires n'ont plus de véritable parti communiste qui développe une stratégie révolutionnaire pour briser le pouvoir de la bourgeoise et instaurer celui des prolétaires. Le parlementarisme est la panacée que nous présente régulièrement la gauche, la droite, mais devant l'incapacité des uns et des autres, c'est le Front National et ses idées qui progresse sur ce terrain miné. Les leçons de l'histoire sont oubliées, à savoir que la bourgeoisie ne quittera pas le pouvoir de son plein gré et que les marchands d'illusions de «gauche» au pouvoir ou hors du pouvoir nous conduisent droit dans le mur.

On ne peut se rassembler avec les directions confédérales qui pratiquent la collaboration ouverte en signant l'accord flexi-sécurité (dit ANI), pas plus qu'on ne peut accepter la conciliation avec le patronat qui est la règle pour toutes les confédérations.

Seule l'organisation à la base des syndiqués et des non-syndiqués en lutte et en prévision de la lutte permettra de restructurer le mouvement syndical. C'est d'ailleurs ce qui se fait au cours de la lutte où les travailleurs prennent leurs affaires en main, comme à Continental, Goodyear, PSA, etc.

Dans les quartiers populaires où les familles subissent de plein fouet les conséquences de la crise, dont la crise du logement, il faut là aussi briser l'isolement ou la division et organiser des comités de quartiers à la base pour résister.

De même dans les lieux où est diffusé le savoir, la formation, à l'Université, dans les lycées et collèges.

Pour arrêter l'hécatombe et le destin tragique dans lequel nous entraîne le capitalisme, on a le droit, le devoir de se révolter. Il nous faut nous organiser pour la résistance afin de mener à bien la lutte pour nous libérer du joug capitaliste. ★

Solidarité avec les ouvriers de Michelin

Il y a peu, Michelin annonçait la suppression de 730 emplois a l'usine de Joué-les-Tours. Pour les actionnaires rien de graves, de beaux profits sont toujours en perspectives. Ce ne sont pas les patrons qui risques de voir toute leur vie s'écrouler d'un seul coup, ce ne sont pas eux qui auront a subir l'angoisse des lendemains, des factures qui s'entasse, du chômage… Soyons en sure, les bourgeois qui dirigent n'ont aucun problème a ce niveau la, leurs train de vie de parasite reste assuré tant qu'ils pourront s'enrichir sur le sang et la sueur de notre classe.

Aujourd'hui, les ouvriers Michelin ce sont réunis a Clermont-Ferrand pour protester contre les licenciement annoncé par la direction. A l'arrivé devant le siège social de l'entreprise, il y a eu une vitre détruite ainsi qu'une porte d'entrée, ce qui est bien peu de chose a coté des 730 ouvriers que le patronat cherche a jeter dehors.

Qu'est ce que c'est que travailler chez Michelin ? C'est suivre des cadences infernales entrecoupés de périodes de chômages techniques quand la production ralentie. C'est être réduit a l'état de machine, c'est s'esquinter sur une chaine avec les contre maitres qui aboie a longueurs de journées. Pourtant le maigre salaire que daigne accorder le patron pour ce travail de forçat, il faut ce battre pour le conserver, ce n'est pas une question de choix, c'est une question de survie.

Être ouvrier c'est souffrir le soir quand ont rentre chez soi, c'est avoir une espérance de vie de plusieurs années inférieur a celle d'un cadre. Et pourtant être ouvrier est une fierté car nous appartenons a une classe social qui a un rôle a jouer dans l'histoire, nous avons entre nos mains l'avenir. La bourgeoisie elle n'est qu'une classe parasite, nous le voyons bien avec Michelin. D'un coté des milliers d'hommes et de femme qui ce tue au travail de part le monde pour produire l'ensemble des richesses de l'entreprise, que l'on jète comme de simple klinex après usage. De l'autre une poignet de bourgeois qui tire sa richesse de l'exploitation des travailleurs, et qui on le pouvoir de décider de la vie des ouvriers et de leurs familles, bien au chaud dans des salons feutrés.

Alors si demain écoutons parler de casseurs, si ont nous présente les prolétaires qui ont osé lever la tête, comme étant des voyous et des bandits, nous ne devons pas tomber dans le panneau. Que l'ont travail chez Michelin ou ailleurs, nous ne formons qu'une seule classe sociale et les liens qui nous unissent sont indestructible. Ensemble nous formons la classe ouvrière et si nous représentons l'avenir de ce monde. Que les bourgeois soit prévenus, le jour ou nous déciderons de reprendre nos affaires en mains, ce ne sont pas quelques vitrines qui tomberons en morceaux, mais l'ensemble de leurs société capitaliste et les chiens de gardes qui la protège.

C'EST NOUS QUI PRODUISONS LES RICHESSES, C'EST A NOUS DE DIRIGER LA SOCIETE !

★Des camarades de l'OC-Futur Rouge Clermont-Ferrand





Solidarité suite à l'expulsion des 350 personnes logées par le 115 à Clermont Ferrand

Depuis hier (3 septembre 2013), une importante lutte se mène à Clermont-Ferrandsur le front du logement. En effet, lundi matin, ce sont 360 demandeurs et demandeuses d'asile, jusque là hébergé-e-s (entassé-e-s) à l'hôtel, qui se sont retrouvés à la rue. La cause officielle est un manque de subvention à l'association gestionnaire du 115 qui par défaut de moyen ne peut plus «assumer» leur hébergement.

Alors que l'agonie budgétaire du 115 était prévisible, rien n'a été prévu par la Préfecture pour leur trouver une solution de relogement, pas même un gymnase n'a été ouvert, et ce alors même que les enfants des nombreuses famille présentes effectuaient leur rentrée aujourd'hui.

Depuis leur expulsion des hôtels, la résistance s'organise. Cela fait deux jours que nous occupons la place de Jaude, place centrale et commerçante de Clermont Ferrand où se construisent en ce moment même d'inutiles nouveaux magasins et immeubles de bureaux.

La solidarité populaire se met en place, et des infrastructures de fortunes ont été installées par les militants et les demandeurs d'asiles pour acceuillir les 360 personnes qui dorment aujourd'hui à la rue.

Lundi soir nous avons décidé d'occuper l'église des Minimes afin que les familles puissent dormir au chaud. Durant la nuit de lundi a mardi, alors que tous le monde dormait, les occupants de l'église ont été pris pour cible (par qui ? Des fasicstes ou des policiers ?). Ces derniers ont réussi à s'introduire à l'intérieur en forçant une porte et tenté de faire démarrer un incendie. Heureusement la vigilance de tous a permis d'évacuer les lieux et d'éteindre le feu. Cependant les 360 personnes ont fini à la rue.

Malgré ces intimidations la lutte continue, la place de Jaude est restée occupée Mardi. Une manifestation a rassemblé entre 500 et 700 personnes pour réclamer des logements décents pour tous.

Face à cette situation, les attaques réactionnaires n'ont d'égal que le cynisme de la préfecture, de la mairie et du Conseil Général.

Quand la lutte s'organise dans l'unité, l'Etat cherche à nous diviser, nous disperser afin de nous affaiblir et de faire baisser la tete à tous. Face à cela la détermination des familles et des militant-e-s reste sans faille et tous sont décidé-e-s à ne pas accepter les solutions de relogement précaires et au cas par cas. Avec eux et elles, nous exigeons un relogement pérenne. Hors de question que des familles retournent s'entasser avec leurs enfants dans des chambres d'hôtel sans aucun mobilier, en attendant la prochaine expulsion.

Cette situation n'est pas une catastrophe sociale, mais bien un crime de plus de ce système capitaliste. Les classes populaires, qu'elles soient originaires de l'Etat Français, ou bien immigrées subissent l'exploitation. Quand elles ne crèvent pas dans les usines, elles dorment dans les rues. Manque de moyens nous dit on ? Pourtant le Parti Socialiste, représentant actuel de la bourgeoisie française, sait trouver de l'argent quand il s'agit de mener des guerres impérialistes au Mali ou en Syrie. Il sait débloquer les fonds nécéssaires pour entretenir ses chiens de gardes, ses flics, ses juges et autres garant-e-s de l'ordre social établi. D'un côté, les exploiteurs au pouvoir sont capables de sortir des millions d'euros pour renflouer les capitalistes qui sont responsables de la crise. De l'autre, ils sont incapables de loger dans des conditions correctes les hommes et les femmes qui fuient leurs pays que les différents impérialismes ont rendu invivables.

Face aux crimes de la bourgeoisie, notre lutte ne doit pas être humanitaire. Bien sûr la situation est tragique mais nous ne sommes pas des bonnes soeurs, des âmes charitables qui rachètent leur conscience en gérant la misère. Pour nous cette lutte est politique, c'est un combat contre le système capitaliste et l'ensemble des horreurs qui en découlent. Sur le front du logement, nous ne pensons pas que l'Etat puisse garantir des logements pour tous et toutes, qu'un jour il sera capable de mener des politiques de réquisition conséquentes des appartements vaquants. Car nous savons pertinemment que la spéculation immobilière, qui permet d'investir des capitaux et de générer du profit, est inhérente au système capitaliste, et qu'elle est basée sur une pénurie organisée dont patissent les plus précaires d'entre nous. C'est à nous de nous organiser, de rester uni-e-s et solidaires pour réquisitionner les logements vides et exiger de l'Etat qu'il accepte ces réquisitions.

La victoire ne se quémande pas, elle s'arrache par la lutte. C'est par notre lutte à Clermont-Ferrand que les 360 demandeurs d'asiles arracheront la dignité dont ils et elles ont été privé-e-s, c'est seulement ainsi que nous pourrons relever la tête et prendre nos affaires en main.

FACE A LA CRISE DU LOGEMENT, A LA FERMETURE DU 115 ET AUX ATTAQUES FASCISTES, ORGANISONS LES REQUISITIONS ET L'AUTO-DEFENSE POPULAIRE !

★Des camarades de l'OC-Futur Rouge Clermont-Ferrand







Front de gauche : entre contradictions et tromperies

Il est une tâche qui nous incombe en tant que communistes. C'est de dénoncer les illusions réformistes que la bourgeoisie diffuse chez les masses populaires afin de les garder sous sa domination politique. Ayant tous grandi sous la société bourgeoise, soumis à son influence, le manque de culture politique, philosophique, historique nous met dans une position idéologique d'infériorité face à nos ennemis de classe qui cherchent à nous faire porter hauts et fiers le drapeau de leurs intérêts, tout en s'accoutrant lorsqu'il le faut des apparences «acceptables» de la culture populaire.

Il en est ainsi du front de gauche. Les mots d'ordres de «6ème République», de «République sociale», de «révolution citoyenne» doivent être percés à jours pour ce qu'ils sont dans le contexte actuel de la lutte des classes.

Nous avons vu lors de la manifestation du 5 Mai, tant de références à la Révolution française, des drapeaux bleu blanc rouge arborant l'année 1793, date historique de la constitution inspirée des Montagnards et dont l'article 35 déclarait que «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs». Autant de références pour une révolution ; mais «citoyenne», entendez par là, pacifique, dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Le FDG se veut le digne représentant des révolutionnaires de 1789. Rappelons, alors, quelques précisions historiques :

Ces derniers renversèrent la Monarchie absolue, brisant le féodalisme par la violence révolutionnaire. Ce fut l'œuvre du peuple en armes dirigé par la classe bourgeoise. Les ennemis de la révolution, les défenseurs acharnés de l'ancien régime furent réprimés. Aussi, c'est par des mesures dictatoriales contre leurs ennemis que les «grands hommes» de la Révolution française imposèrent leur vision du Contrat social de Jean-Jacques Rousseau, de la Vertu de Montesquieu. C'est par la violence que fut aboli le servage et que fut réduite la puissance du clergé. C'est par la violence révolutionnaire que fut détruite la vieille société féodale arriérée et que naquit une société avec de nouveaux rapports de production et des institutions correspondant à ces rapports de productions. Le capitalisme traça sa voie en France. Cette page de l'histoire est faite. Mélenchon veut-il voir la révolution bourgeoise recommencer là où la bourgeoisie est au pouvoir depuis des siècles ? Le verbiage pseudo-révolutionnaire du tribun est une absurde tromperie. Écoutons le parler : «Nous commençons avec cette marche citoyenne, une insurrection pour que soit mis un terme à ces politiques etc etc» Ce qui nous marque en tant que communistes, en tant que prolétaires, c'est le mot «insurrection». Nul doute que l'idée comme l'acte même sont ancrées profondément dans l'histoire des luttes de classes en France. Mais avons-nous la même conception de ce qu'est une insurrection ? Pour nous (comme pour l'histoire objective même) l'insurrection c'est un soulèvement de la masse armée, dans l'objectif de renverser ses oppresseurs. Elle nous évoque les grandes révoltes, toutes violentes, de notre histoire. Outre celle des résistants de Paris en 1944, les insurrections ce sont celles des sans-culottes de la Révolution française, celles des canuts de Lyon, dans les années 1830, celles des masses prolétariennes de Paris en 1848, celle héroïque des communards de 1871, première expérience historique d'une dictature du prolétariat. L'insurrection nous évoque le martyr des insurgés aux prix de tant d'assassinés, condamnés à la prison et aux travaux forcés pour avoir osé se soulever contre l'ordre bourgeois, et avoir revendiqué le droit élémentaire de vivre en travaillant. C'est une autre conception, traîtresse de notre histoire que nous vend Mélenchon. Une conception que ne partageaient pas même les aînés de 1789 dont il semble se revendiquer. Pas plus les sans-culottes, que Robespierre, Marat ou Saint-Just ne s'embarrassaient de freiner le mouvement révolutionnaire des masses pour défendre la République naissante : «Il faut, dit Robespierre, que l'insurrection, celle qui a précédé puis suivi celle du 2 Juin 1793 qui a vu l'arrestation des girondins, s'étende de proche en proche…», «Il faut leur (les sans-culotte) procurer des armes, les colérer, les éclairer…»

Quant aux véritables éloges que faisait Marat des émeutes populaires : «Le Mal est dans la chose même et le remède est violent. Il faut porter la cognée à la racine. Il faut faire connaître ses droits au peuple et l'engager à les revendiquer, il faut lui mettre les armes à la main, se saisir dans tout le royaume des Tyrans qui le tiennent opprimé…»

«Est-il comparaison à faire entre un petit nombre de victimes que le peuple immole à la justice dans une insurrection, et la foule innombrable de sujets que le despote réduit à la misère…», ou encore «Sans doute la philosophie a préparé, commencé, favorisé la révolution actuelle, cela est incontestable ; mais des écrits ne suffisent pas, il faut des actions ; or, à quoi devons-nous la liberté, qu'aux émeutes populaires ?», «…c'est donc aux émeutes que nous devons tout…». La célèbre phrase de Saint-Just «Pas de liberté pour les ennemis de la liberté» formule aussi le peu d'appels à la conciliation qui existaient à une certaine période de l'époque révolutionnaire.

Mais continuons à écouter Mélenchon : «Le front de gauche se revendique de la radicalité concrète. Notre ligne politique n'est pas d'attendre 2017, voir 2022… le changement que nous voulons, nous sommes en état de le réaliser tout de suite. Nous en avons les outils programmatiques, les méthodes politiques. C'est pourquoi j'ai résumé cette offre par : «Je suis prêt à être votre Ier ministre». Sa «radicalité» sonne comme son insurrection. Ces propos peuvent paraître équivoques, ils disent «Nous le front de gauche réclamons une 6ème république ! En attendant, nous sommes prêts à servir la 5ème !» Mais pour nous tout est clair ; voici l'avertissement d'une fraction de la bourgeoisie, qui prévient les dirigeants au pouvoir que les tensions sociales sont telles qu'on ne peut plus gouverner comme avant. Pour sauver l'Etat bourgeois, il faut donner au peuple l'impression que les choses vont changer à son avantage. Le front de gauche c'est la volonté de maintenir le prolétariat sous la domination idéologique bourgeoise. S'il faut pour cela se parer d'apparences et de discours révolutionnaires, aucun problème ! On se braille comme les sans-culottes, on ressort les œillets le 1er Mai, on se travestit en ami du peuple, en bref, «on agite le drapeau rouge pour s'opposer au drapeau rouge».

Là où l'UMP et le PS ne suscitent presque plus aucune illusion pour les masses, là où la crise du capitalisme intensifie la lutte de classe, une fraction éveillée de la bourgeoisie et des éléments de la petite bourgeoisie comprennent que si ils veulent préserver leurs intérêts de classe sans s'attirer la foudre du peuple, il faut changer de méthode pour gouverner. Ils

craignent par dessus tout la révolution sociale, d'où la volonté de tempérer le mouvement par des mots d'ordres tels que «révolution citoyenne». Et pour faire passer la pilule de la conciliation des classes, ces bourgeois peuvent compter sur les pires opportunistes de la vie politique «de gauche», le P «c»F en tête.

Comment ces opportunistes acharnés expriment nettement leur désir de sauver le vieil état bourgeois ? C'est déjà assez clair lorsqu'ils stipulent que si il y a un manque d'unité de «la gauche» c'est de la faute du gouvernement le plaçant ainsi dans sa famille politique. Ou lorsqu'ils disent qu'ils ne souhaitent pas que le gouvernement échoue, mais qu'il «change de cap». Une partie du peuple qui voit dans le FDG sa seule perspective face à tant de souffrances causées par le système capitaliste est déviée de sa lutte par un autre mot d'ordre, celui de l'attaque contre «la finance» que leur tribun hypocrite pointe du doigt pour cacher les véritables causes de la crise, qui sont dans les rapports de productions capitalistes. «L'arbre est malade ! Attaquez-vous donc aux branches !» Voici le véritable sens des attaques contre la finance ; la racine elle, devra rester bien fixée sur son sol. Le FDG c'est la bourgeoisie déguisée en travailleur, et une fois gagnée sa confiance, elle le renvoie à cette tirade du Ruy Blas de Victor Hugo : «Laisse moi faire l'ami, je travaille pour toi.» Ainsi l'ouvrier sera toujours trompé tant qu'il remettra le combat pour son émancipation entre les mains et les langues des conciliateurs, de ses ennemis de classe.

Il n'y a pas une once de socialisme dans ce que défend le FDG. «Prenez le Pouvoir !» A quelle classe s'adresse ce slogan ? Sûrement pas à la classe ouvrière. La vision d'une république sociale pour le FDG, c'est toujours la république bourgeoise capitaliste, car il ne s'oppose pas à la société de classe et au pouvoir des exploiteurs de notre force de travail. Lorsque Mélenchon était ministre délégué à l'enseignement professionnel, en 2001, il avait déclaré ceci «Mon analyse est que le Medef est le porte-parole des secteurs liés à la financiarisation de l'économie, dont les besoins sont opposés à ceux du productif» et plus récemment, Jacques Généreux, économiste, secrétaire national à l'économie du Parti de Gauche faisait ces déclarations sur le site bastamag en 2012 : «L'objectif de l'entreprise n'est plus d'avoir une production utile ou de se développer à long terme, mais de maximiser la rentabilité financière à court terme. Et si cela place leurs salariés, y compris leurs cadres dirigeants, dans des conditions de travail inhumaines, ils s'en fichent.» Et selon lui avec les mesures économiques que le FDG propose : «Les vrais entrepreneurs pourront revenir au pouvoir, à la place des stratèges de la rentabilité financière qui sont aujourd'hui à la tête des entreprises.» Il n'y a aucune dispute du pouvoir entre prolétariat et bourgeoisie dans ces propos, aucunes analyses de lutte de classe, mais des témoignages de contradictions au sein de la bourgeoisie.

Mais supposons que le projet d'une 6ème république soit porté par les masses. Qu'est ce qu'il en résulterait ? Selon Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche, une nouvelle constitution devrait permettre une «démocratie dans les entreprises pour qu'enfin les salariés aient leur mot à dire sur la finalité de la production et les conditions de travail…»

Et bien sûr, les capitalistes, armés du puissant appareil d'état, confortés dans leur propriété des moyens de productions à laquelle on n'aura pas touché, céderont sûrement sans problèmes aux revendications des travailleurs de vouloir définir et la finalité de la production et leurs conditions de travail. C'est la classe qui détient le pouvoir, pour elle seule, qui est à même de décider des conditions de travail et de la finalité de toutes productions. Bien que Mélenchon partage avec Robespierre au moins l'opposition à l'égalité des biens (une «chimère» selon le fondateur de la République française), on pourrait néanmoins lui rappeler cette phrase de ce dernier : «Quelles bornes les vampires impitoyables qui spéculeraient sur la misère publique mettraient-ils à leurs attentats, si, à toute espèce de réclamation, on opposait sans cesse les baïonnettes et l'ordre absolu de croire à la pureté et à la bienfaisance de tous les accapareurs ?»

Une fois pour toute que cela soit clair : Le FDG défend la conciliation des classes, un socialisme «à la Louis Blanc», castrateur de la révolte des masses. Lorsqu'un débat est organisé dans les pages de l'humanité sur le thème «Comment construire une république sociale ?», ce n'est pas avec les classes exploitées que s'entretiennent les cadres du parti de gauche et du p «c»f. C'est avec des membres du parti au gouvernement, comme Emmanuel Maurel, membre du bureau national du PS, courant «maintenant la gauche».

Et que nous dit-il celui-ci ? «Si la gauche se ressaisit et se remet à prôner ses valeurs, l'égalité et la justice, alors le balancier repartira dans l'autre sens. Et pour ce faire, oui la république sociale me semble, une idée tout à fait pertinente qu'il nous faudrait approfondir ensemble : socialistes, communistes, écologistes». En bref, tous unis pour sauver l'ordre et la propriété bourgeoise, tous unis pour noyer la lutte des classes de peur que les contradictions au sein de la société ne mènent à l'explosion. C'est ça leur «socialisme du 21ème siècle» ! Il n'y avait pas besoin de lui donner un nom qui sonne novateur, cette trahison, cette prostitution des idées socialistes, ils ne l'ont pas inventée. Mais ils la défendent avec obstination.

Et surtout, que l'on nous ne fatigue pas avec l'exemple du Venezuela où Mélenchon prétend avoir trouvé ses inspirations. La France ce n'est pas le Venezuela. Abusé celui qui se laisserait prendre à comparer un pays longtemps dominé par l'impérialisme Yankee et qui fait sa révolution démocratique bourgeoise, et un pays qui n'est pas dominé lui, mais un pays dominateur, impérialiste, colonialiste et dont les travailleurs ne sont nullement exploités par un impérialisme étranger dominant, mais avant tout par la bourgeoisie française ! Mélenchon crie à la «souveraineté». La France est souveraine, et en partie grâce à l'interdiction qu'elle fait à d'autres nations de l'être ! Elle est souveraine depuis que le dernier char nazi a quitté son territoire, elle l'était depuis longtemps avant l'occupation. Elle est pionnière des impérialistes européens, mais maintenant que l'Allemagne est le pays le plus puissant de l'union, les «gauches» se plaignent de «l'Europe de Merkel», en dernière analyse c'est au social-chauvinisme que le FDG conduit la classe ouvrière française. Le FDG, c'est le fruit des contradictions au sein de la bourgeoisie et une tromperie pour les masses populaires.

Cependant, il faut que le succès qu'il rencontre nous interroge sur les moyens à développer pour diffuser le socialisme scientifique, celui de Marx, de Engels, de Lénine, de Staline, de Mao, seul rempart pour que la classe ouvrière se persuade qu'elle peut et doit diriger la société, qu'elle crie au mépris de tous les réformistes manipulateurs, que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même !» ★

Derrière le fascisme se cache le Capital !

L'assassinat de Clément par un groupe fasciste ne tombe pas du ciel. Depuis déjà plusieurs années, nous mettons en garde contre la banalisation des discours nauséabonds d'extrême droite, qui sont diffusés et mis en pratique par les forces politiques institutionnelles à la tête de l'Etat : hier la droite, aujourd'hui la «gauche».

Les 'ratonades' des groupes fascistes et néonazis trouvent leur complément dans la politique de l'Etat bourgeois par les rafles de sans-papiers, leur internement dans les 'centres de rétention' et leur expulsion ; par la stigmatisation et l'expulsion des roms ; par le harcèlement raciste quotidien des flics avec les 'contrôles au faciès' ; par la répression systématique de toutes celles et ceux qui s'opposent à l'Etat bourgeois en les traitant de 'terroristes'.

Avec cet appui et ce relais institutionnel, la parole raciste, sexiste, xénophobe, islamophobe, homophobe se libère et se transforme en actes. Des mobilisations réactionnaires de masse ont ainsi pu se développer. La dernière en date est notamment la mobilisation contre le mariage pour tous. Mais en dehors de cette mobilisation réactionnaire de masse, plusieurs villes subissent une situation où les groupes fascistes s'expriment librement, se réunissent et où les antifascistes sont systématiquement réprimés (Lyon, Toulouse, Tours, Clermont-Ferrand, Paris, ...). Le PS a une responsabilité directe dans le développement de cette situation, notamment en menant une politique anti-ouvrière et anti-populaire.

La crise économique mondiale produit une dégradation globale des conditions de vie des masses populaires. L'Etat bourgeois a pour objectif de s'assurer par tous les moyens possibles que le capitalisme ne soit pas remis en cause. Mais sans s'attaquer aux racines de la crise, c'est-à-dire au capitalisme, il est impossible que les conditions de vie des masses populaires s'améliorent. Le mécontentement et le sentiment de révolte augmente car «là où il y a oppression, il y a résistance».

Les mouvements populaires, les révoltes, les grèves existent malgré l'absence d'un centre révolutionnaire suffisamment développé pouvant constituer une menace directe pour l'existence même de l'Etat bourgeois. L'Etat n'a donc pas besoin pour l'instant de recourir au fascisme sous sa forme la plus brutale et la plus ouverte. En revanche, il a besoin de se renforcer et de contrôler au maximum les étincelles qui pourraient mettre le feu à toute la plaine. Il a donc recours à une forme moderne de fascisme



Ce fascisme moderne est le processus par lequel l'Etat se renforce, se protège et empêche la révolte de se développer. Cela passe par un renforcement policier (équipement, armes soi-disant «non-létales»), un renforcement des lois répressives (Loi sur la Sécurité Quotidienne, sur la Sécurité Intérieure, les lois Perben, les lois LOPPSI, etc.), les nombreux fichiers pour un fichage généralisé de la population, les surveillances spéciales ordonnées par les différents ministres de l'Intérieur (Valls a notamment ordonné une surveillance des ouvriers les plus radicaux lors de la grande grève de PSA Aulnay). Voilà pour le côté répressif et surveillance.

Le processus de ce fascisme moderne, c'est aussi l'intégration des possibles centres de contestation à l'appareil d'Etat. Voilà pourquoi les directions syndicales sont consultées pour les «réformes» et sont appelées «partenaires sociaux». Dans les grandes centrales, il existe ainsi une contradiction entre une partie de la base et les directions. Les militants syndicalistes sincères et honnêtes s'opposent aux conciliateurs.

Le fascisme, c'est la dictature la plus brutale du Capital financier. La bourgeoisie n'hésitera pas à y recourir si elle en a besoin. Pour l'instant, elle se contente du processus de fascisme moderne qui lui permet de garder en place la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie sur l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Le seul moyen de mettre fin à ce processus pouvant aboutir à la mise en place du fascisme sous sa forme ancienne, c'est de s'en prendre à la racine du système, au capitalisme.

Ainsi, vendre des illusions sur une prétendue «VIème République», sur une «dissolution des groupes anti-républicains» ne résout pas la question, pire, cela fait dévier l'objet nécessaire de la lutte antifasciste : le renversement du capitalisme. Et quand en plus ces forces politiques se servent de la mort de Clément, anarchiste, pour vendre leur camelote, c'est encore plus difficile à avaler.

Afin de lutter contre le capitalisme et ses chiens de garde de tous bords, nous devons poursuivre la reconstruction :

★ du Parti de celles et ceux qui sont exploités et révoltés, le Parti Communiste maoïste qui prend en compte les expériences du passé et élabore la ligne à mettre en œuvre aujourd'hui et demain ;

★ du Front Uni rassemblant les différentes luttes qui traversent la société et où se retrouvent toutes celles et ceux qui veulent un changement véritable ;

★ de la force populaire qui sera capable de renverser la bourgeoisie et son Etat pour prendre le pouvoir afin de bâtir une société sans classe ni exploitation où les travailleurs seront maitres de leur destin !

Pour la démocratie prolétarienne contre la démocratie bourgeoise !

Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule !

Contre la politique du «diviser pour mieux régner», unité populaire !

Construisons la riposte antifasciste, abattons le capitalisme !

Pc maoïste de France

Communiqué de l'AFA Paris-Banlieue sur la mort de Clément

Meurtre de Clément : halte aux mensonges !

Depuis ce matin, l'ensemble de la presse en ligne reprend une information de RTL, au sujet d'une vidéo de la mort de notre camarade et ami Clément, sans la vérifier. A l'instar des journalistes qui diffusent ces calomnies nous n'avons pu visionner cette vidéo. Nous rejetons toutefois formellement l'interprétation qui en est faite. Les camarades présents avec Clément le 05 juin maintiennent leur version :

oui il y a eu des échanges verbaux à l'intérieur du magasin devant les messages ouvertement racistes et tombant sous le coup de la loi arborés par les skinheads

l'agression physique survenue à l'extérieur du magasin est le fait des skinheads qui se sont approchés, ont encerclé nos camarades puis les ont agressés. Les militants néonazis étaient armés de coups de poing américains et ont tué Clément Méric.

Il est donc impossible que des images montrent Clément se précipiter vers son agresseur pour lui porter un coup dans le dos. C'est au contraire Esteban qui a quitté le centre de la rue pour se diriger vers Clément. Les militants d'extrême droite eux-mêmes n'ont jamais prétendu que Clément se soit précipité vers eux pour les frapper par derrière.

Les mensonges relayés dans la presse ne font qu'ajouter à la douleur de ses proches.

★ Communiqué de l'Action antifasciste Paris-Banlieue



Sur l'islamophobie

Les récentes agressions islamophobes à Argenteuil et Orléans posent devant nous la question de l'islamophobie.

Maître dans la politique du «diviser pour mieux régner» formulée par Machiavel, la bourgeoisie tente par tous les moyens de développer les contradictions au sein du peuple, c'est-à-dire de dresser une frange de la population contre une autre, afin de divertir l'attention de ce qui représente la cible commune de tous les travailleurs et travailleuses : la bourgeoisie et son système économique, le capitalisme au stade impérialiste.

Depuis de trop nombreuses années, une cible identifiée de cette politique sont les travailleurs et travailleuses immigrés. Cette question est évidemment liée au passé (et présent) colonial de la France, qui n'a pas hésité à se servir des peuples opprimés comme chair à canon dans les guerres ou main d'œuvre pour reconstruire les infrastructures, ou encore comme main d'œuvre corvéable dans les usines.

Mais plus récemment, un phénomène plus spécifique encore se développe : l'islamophobie. Ce sont les attentats du 11 septembre 2001 qui ont déclenché une vague islamophobe, recouvrant en pratique toute personne ressemblant à un potentiel musulman. De nombreux



représentants de la bourgeoisie se sont appuyé sur cet évènement et ont encouragé et développé l'islamophobie.

En France, la mise en place du ministère de l'identité nationale en 2007 par Nicolas Sarkozy est un exemple flagrant de l'expression politique institutionnelle de l'islamophobie en particulier et de la politique du «diviser pour mieux régner» en général. Le ministère a en effet lancé un débat sur l'identité nationale en focalisant particulièrement sur l'islam et en stigmatisant cette religion.

Cela ne fait que nourrir la théorie du «choc des civilisations», socle idéologique de la «lutte contre le terrorisme», effaçant la question de la lutte des classes.

Sur la base de cette même théorie, le «racisme anti-blanc» est pris pour cible pour justifier l'islamophobie. Le «racisme anti-blanc» est une invention des réactionnaires pour pousser encore plus les contradictions au sein du peuple jusqu'à l'affrontement. Citons ici un texte collectif en réaction d'un passage du texte d'orientation du MRAP adopté lors de son dernier congrès en 2012 identifiant le racisme antiblanc comme une forme de racisme :

«Sans en faire la généalogie, comment toutefois ne pas tenir compte des conditions dans lesquelles elle est apparue en France dans le lexique politique, portée par les mêmes personnalités qui n'ont eu de cesse depuis quelques

années de stigmatiser l'immigration et les populations des quartiers populaires ?

Comment ne pas voir que la notion de «racisme antiblanc» a émergé dans le débat politique français pour inverser les rapports de responsabilité : la «victime» ne serait plus l'immigré ou le descendant d'immigrés mais le Blanc, inversion que l'on peut exprimer d'une autre manière ; si l'hostilité à l'immigration progresse, c'est la faute aux immigrés, ou encore : si les immigrés vivent et travaillent dans de terribles conditions, eh bien, c'est de leur faute.

Un texte «préoccupant»

Comment ne pas s'interroger sur la portée politique réelle d'une notion dont l'extrême-droite identitaire s'est rapidement emparée avec avidité, comme en témoignent nombre de campagnes qu'elle mène sur ce thème. Faut-il donc rappeler, avec Albert Memmi ce que celui-ci expliquait il y a déjà un demi-siècle : aucun lien ne peut être établi entre le racisme du dominant, reflétant et s'appuyant sur la puissance des dispositifs de domination, et ce qu'il désignait par «racisme édenté», c'est-à-dire cette forme de «racisme» du dominé, sans force, sans pouvoir, incapable de n'être autre chose que des mots, et dont on pourrait se demander en conséquence s'il mérite même d'être considéré comme un racisme ?»

Le concept de racisme anti-blanc, plutôt que d'être l'expression d'un racisme ancré sur la domination réelle et effective d'une classe sur une autre, est en fait un concept pour justifier du racisme développé par la bourgeoise afin de diviser plus encore les masses populaires et les dévier de la lutte de classe.

C'est ce processus et ces théories qui ont mené en pratique aux agressions islamophobes d'Argenteuil et d'Orléans, sans compter celles quotidiennes dont on ne parle pas et dont nous entendons parler tous les jours ou dont nous sommes victimes directement.

Lorsque la bourgeoisie stigmatise une religion pour diviser les masses populaires et les dévier de la lutte de classe, il est du devoir des révolutionnaires de montrer cette manipulation et d'en expliquer les raisons. Ne pas faire cela, c'est renforcer les divisions de la classe ouvrière et ne pas remettre la question de la lutte de classe au cœur des préoccupations. ★

Rafle au faciès à Paris : 40 étrangers voués à l'expulsion

Nous reproduisons deux témoignages de la rafle au faciès qui s'est déroulée dans un quartier de Paris le 6 juin 2013. Une personne qui se trouvait sur les lieux et l'un des étrangers embarqués racontent.

Jeudi 6 juin dans l'après-midi, une rafle comme on n'en voyait plus depuis la guerre d'Algérie ou depuis les grandes vagues d'expulsions de squatts au début des années 1980, a eu lieu à Barbès. Pendant presque deux heures tout un quartier a été bouclé, les gens ne pouvant plus ni entrer ni sortir, bloqués par des centaines de flics de toute sorte arrivés à bord de dizaines de véhicules, quadrillant la zone jusqu'à la Gare du Nord, La Chapelle, Château Rouge et Anvers (ndlr. Ces.quatre stations de métro délimitent un losange d'un kilomètre d'est en ouest, un peu moins du sud au nord). A l'intérieur du périmètre qui comprenait la rue de la Goutte d'Or, la rue des Islettes et une autre rue parallèle à la rue des Islettes, les flics se déploient. A l'extérieur du périmètre ils sont apparemment aussi extrêmement nombreux. Divers contrôles sont effectués : papiers et ventes à la sauvette, hygiène dans les établissements (d'après ce que disent certains commerçants mais ça je n'ai pas vu).



Des gens commencent à s'entasser aux différents check points. Protestations molles, entre résignation et agacement. Très vite, à l'intérieur du quartier bouclé, beaucoup moins de «vrais gens» que d'habitude et une multitude de patrouilles de robocops qui interpellent au faciès. Comme souvent, délit d'extranéité et de classe sociale sont de mise, à savoir que les cibles principales du contrôle sont les Africains qui ressemblent à des mecs qui viennent d'arriver du bled.

A chaque fois qu'ils en capturent, les bleus appellent victorieusement leur central avec leur talkie pour annoncer combien ils en ont attrapé. Puis ils les ramènent vers des bus d'embarquement sur le boulevard Barbès. Apparemment tout un staff technique et bureaucratique était installé dans les cars.

A un moment, une vieille dame juive a attrapé un jeune sans papier qui était capturé et elle a dit que c'était son fils. Les flics voulaient quand même l'emmener car évidemment ils ne la croyaient pas mais elle criait et s'accrochait au jeune homme et ils ont finalement du le lâcher.

Quand les flics bouclent un quartier ils sont plus ou moins obligés de relâcher les barrages qui empêchent de sortir et entrer dans le quartier pour la sortie de l'école. Du coup ils ont ouvert les barrages à 16h25

Mais attention, ouvrir les barrages et laisser les gens circuler dans le quartier ne signifie pas que les contrôles vont s'arrêter… Au contraire, et de fait plein de gens se sont fait attraper comme ça. Voyant que certains flics en uniforme partaient et que les camionettes de CRS qui barraient les rues se poussaient, pas mal de personnes, sans doute réfugiées dans des halls, sont sorties de leur cachette… Mais c'était sans compter avec des groupes de civils qui par quatre ou cinq ou six sillonnaient le quartier, pour certains avec des camouflages assez réussis (le rasta, le gars qui ressemble à un sans papier, la fille déguisée en jeune de quartier), et contrôlaient et arrêtaient les gens. Les personnes arrêtées étaient alors conduites menottées dans des bus stationnés à ce moment-là sous le métro au carrefour Barbès. Le dernier bus rempli est parti vers 16h30.



Dans cette apathie déprimante où on a l'impression que les gens sont menés à l'abattoir dans la passivité la plus totale, si ce n'est quelques ronchonnements individuels (Mais on est prisonniers dans notre quartier) ou désabusés (Ah ici c'est comme ça ils cherchent les cigarettes, les sans papiers, pff). Ca finit toujours par entrainer des personnes qui n'osaient pas se lancer pour protester et par se transformer en petit rassemblement, ce qui permet de discuter de ce qui se passe. Ca met un rapport de solidarité minimal mais essentiel entre les gens arrêtés et les autres qui y ont échappé.

Plus tard, au rassemblement pour l'assassinat de Clément Méric nous avons appris qu'une partie des gens emmenés dans les bus avaient été conduits au commissariat de la rue de Clignancourt, ce qui a provoqué des cris de «Les fascistes assassinent à Saint Lazare ; le PS rafle à Barbès».

Un appel à se rendre au commissariat de la rue de Clignancourt pour 20h30 a donc circulé. La rue était bloquée à la circulation par plusieurs camionettes et un bus de la police qui sert à transporter les gens arrêtés dans les manifs. Les premières personnes arrivées ont constaté que dans ce bus posté juste devant le commissariat étaient parqués plusieurs sans-papiers. Quelques autres sortaient libres. Ils nous ont dit que dans le commissariat ils avaient été triés : certains comme eux pouvaient sortir et d'autres qui allaient être conduits au centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes étaient montés dans le bus.

Cela faisait plusieurs heures que ces derniers étaient enfermés là sous une chaleur écrasante, sans pouvoir boire ; manger, aller aux toilettes. Sans attendre l'heure du rassemblement, des slogans ont commencé à fuser «Liberté», «Solidarité avec les sans-papiers» auxquels les dizaines de personnes emprisonnées dans le bus ont répondu chaleureusement en criant eux aussi et en tapant sur les vitres.

Très vite les flics ont violemment repoussé les quelques personnes présentes en bas de la rue à grand renfort de coups de tonfas, coups de pieds, insultes, … Très vite, alors qu'en bas de la rue quelques autres personnes commençaient à arriver, le bus a démarré, protégé par un grand renfort de flics dont certains étaient flashball à la main. Nous n'avons pu qu'unir nos slogans à ceux des gens qui étaient enfermés à l'intérieur.

Le lendemain nous avons su qu'une quarantaine de personnes étaient enfermées au centre de rétention de Vincennes. D'autres sont peut-être dans d'autres centres de rétention. Les gens arrêtés devraient passer devant un JLD mardi ou mercredi s'ils ne sont pas expulsés d'ici là. (ndlr. Le Juge des Libertés et de la Détention, intervient seulement au cinquième jour de rétention pour juger de la régularité de la procédure)

***

Témoignage d'un sans papiers arrêté lors de la rafle de Barbès et conduit au CRA de Vincennes.

Les flics nous ont traités comme des terroristes. Ils nous ont mis des menottes en plastique. Elles étaient très serrées, on a encore les marques. On va aller voir le médecin pour faire un certificat.

Ils ont encerclé Barbès et ils contrôlaient «au visage», tous les Arabes, les Noirs… Ils étaient très méchants et ne respectaient personne. Ils sont arrivés vers 14 heures et gueulaient après tout le monde dans la rue. Il y a des gens, ça fait dix ans qu'ils sont ici et ils n'avaient jamais vu ça.

Moi je sortais de chez le coiffeur et c'est un policier en civil qui m'a arrêté. C'était comme Guatanamo. Ça veut dire quoi ? Parce que on est arabe, on est des terroristes, ou quoi ? On a risqué notre vie sur un bateau, on est passé par Lampedusa et ici il n'y a pas de liberté.

On a cru qu'on était en Tunisie. On n'a pas de problème avec les gens ici, on a un problème avec les flics.

Ensuite ils nous ont amenés au commissariat de Clignancourt, on était 40 dans une cellule et on ne pouvait pas respirer. Et si on protestait, les flics disaient : «Ferme ta gueule. Pourquoi vous êtes venus ici, Restez chez vous !».

Il y avait aussi un vieux touriste marocain au commissariat, sa famille a apporté ses papiers et il a été libéré. Quel accueil touristique !

Devant le commissariat il y avait des dames qui n'étaient pas d'accord et qui criaient «Liberté !» Et les flics les ont frappées.

On doit être 40-50 de Barbès au CRA. Même en Tunisie la prison c'est pas comme ça.

Personne ne mange.On a décidé de faire la grève de la faim la semaine prochaine. La prison c'est mieux parce que là je ne sais ce qui va se passer demain. Il n'y a pas de solution. Si on passe le Carême [Ramadan] ici on va brûler le centre.

Centre de rétention de Vincennes, vendredi 7 juin 2013

Source : Mediapart ★



La situation des Rroms à Vaulx-en-Velin

Reçu par mail

En mai un squatt dans une usine désaffectée de Lyon avait déjà brûlé.

Plusieurs incendies se sont déclarés dans des camps roms, tout récemment le jeudi 15 à Vaulx-en-Velin, un autre le vendredi 16 à Noisy-le-Grand.

Les 150 victimes de ces incendies dorment à présent à la belle étoile, dans un dénuement total.

Il est difficile de discerner si ces feux sont dus à l'insalubrité et à la précarité de ces bidonvilles, comme l'affirme la presse, ou bien à la malveillance de certains habitants du voisinage, chez qui les politiciens bourgeois excitent une véritable haine xénophobe envers les roms, et qui ont déclaré ouvertement «il faut les brûler !».

Depuis le mois de juillet le bidonville de la Tase à Vaulx s'est étendu suite à l'arrivée de nouvelles familles déplacées par des démantèlements antérieurs.

L'insalubrité et la délinquance ont alors accentué les conflits entre les roms et les riverains ou entre les roms eux-mêmes.

Des appels à manifester racistes et haineux ont été lancés pour demander le démantèlement du camp, et refuser de scolariser les enfants roms.

Les associations d'aide qui tentent l'apaisement et essaient de s'appuyer sur la législation pour obtenir une intégration se font alors insulter.

Le Préfet les reçoit sur un coin de table en accusant les roms de «brûler du cuivre» et leurs filles de «faire des pipes».

Les municipalités PCF ont mis certains équipements scolaires ou sportifs à disposition mais ces solutions provisoires n'aboutissent qu'à attiser l'hostilité des riverains contre les roms et la municipalité elle-même.

La Préfecture sollicitée plusieurs fois fait donc le mort et il est bien entendu hors de question de réquisitionner des bâtiments, seraient-ce des friches industrielles et de les mettre aux normes sanitaires.

La seule réponse est l'expulsion, c'est ce qu'a fait la police ce matin à l'aube pour «223 adultes et 167 mineurs».

Seules les familles avec enfants de moins de 3 ans seront relogées momentanément.

Valls peut jouer les pucelles effarouchées et dénoncer «l'émanation d'une politique passée qui a fait du mal à la France» chez Estrosi. En réalité le gouvernement socialiste pratique la même politique qu'auparavant, celle des ghettos.

Le préfet Carenco et le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, davantage intéressés par les projets d'urbanisme huppés du genre Lyon Confluence, ajoutent ainsi systématiquement la misère à la misère et la concentrent dans les quartiers populaires dits «difficiles» jusqu'à ce que l'accumulation des contradictions devienne un mélange détonnant. ★



le projet en cours du musée des confluences, dont le budget est passé de 61 à 313 millions en 5 ans (chiffres de 2012)



le camp de Vaulx après l'incendie



LIBERTÉ POUR GEORGES IBRAHIM ABDALLAH ! 30 ANS DE PRISON, 30 ANS DE RÉSISTANCE !

Manifestation

samedi 26 octobre 2013

devant la prison de Lannemezan (65)

Rendez-vous à 14h devant la gare de Lannemezan

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais âgé de 62 ans, arrêté à Lyon en 1984, a été condamné à la réclusion à perpétuité pour des actions revendiquées par les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Il entrera le 24 octobre 2013 dans sa 30e année de détention.

C'est un résistant qui a combattu l'invasion israélienne du Liban en 1978. Il a combattu, notamment comme membre du Front populaire de libération de la Palestine, contre l'occupation de la Palestine.

Il a terminé sa peine de sûreté depuis 1999. Son maintien en captivité est un choix politique de l'État français appuyé par Israël et les États-Unis.

A ce sujet, la DST (service secret français) a déclaré en 2007 : « Personnalité emblématique de la lutte antisioniste, la libération de Georges Abdallah constituerait sans nul doute, au Liban, un événement. Il sera probablement fêté comme un héros à son retour dans son pays, mais aussi par différentes mouvances engagées dans la lutte révolutionnaire».

Le rejet de sa huitième demande de libération conditionnelle en avril 2013, après de nombreuses manœuvres politico-judiciaires, montre bien la volonté de ne pas le libérer. Ce qui lui vaut cet acharnement, c'est de rester un militant anti-impérialiste et pro-palestinien implacable et de n'avoir jamais renié ses opinions.

Au Liban, dans le monde arabe, mais aussi en Europe et dans le reste du monde, la lutte pour sa libération s'amplifie. Car seule une forte mobilisation populaire fera sortir Georges Abdallah de prison.

Nous appelons à un rassemblement le plus large possible, le samedi 26 octobre 2013 à 14h à Lannemezan (65) devant la prison où il est enfermé. Pour reprendre ses mots « Ensemble, camarades, nous vaincrons et ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons ! ».

Palestine vivra, Palestine vaincra !

Libérez Georges Abdallah !



Premiers signataires :

CLGIA, Comité Libérons Georges 33, Collectif Libérons Georges Abdallah PACA, Comité Solidarité Georges Lille, Abna Philistine, AFPS Nord-Pas de Calais, AL (Alternative libertaire), Les Amis de Karl Marx, CADH (Commission arabe des droits humains), CAPJPO-EuroPalestine, Collectif Palestine Libre (Toulouse), Comité pour un SRI Baiona, Coup Pour Coup 31, OC Futur rouge, ISM-France (International Solidarity Movement), OCL (Organisation communiste libertaire), OCML-VP (Voie prolétarienne), OPA 33 (Orchestre poétique d'avant-guerre), PCmF (PC maoïste de France), PIR (Parti des indigènes de la République), Résistance (Lille), Secours rouge (Belgique), SRA (Secours rouge arabe)…

A propos du mot d'ordre : Viv épi travay dan nout péi

Le mot d'ordre est juste. Comme tout mot d'ordre, il mérite un éclairage. Qui le défend ? A qui s'adresse t-il ? Par qui est-il récupérable ?

La directrice des Ressources Humaines de Carrefour, la directrice de l'Agorah, le directeur de la SHLMR… les forces de répression ?

La créolisation des cadres est un combat d'arrière-garde : Kompétans lokal, komandér makro ? Ces messieurs de la préférence régionale veulent exercer dans le cabinet du préfet, être des directeurs s'il vous plaît. Il s'agit en réalité aujourd'hui d'une revendication de la petite-bourgeoise intellectuelle qui tente de s'appuyer sur les explosions urbaines pour se frayer une diagonale à la Réunion. Or, son rôle, pour ceux qui en sont conscients et en ont le courage est de mettre à bas le système qui crée le mal-développement à la Réunion, est de s'approprier économiquement le pays.

Le mot d'ordre : Viv épi travay dan nout péi, sans contenu de classe, sans caractère national, sert les intérêts électoralistes des autonomistes de droite comme de la pseudo-gauche… Pratique, les partis comptent précisément sur la petite-bourgeoisie pour s'inscrire sur les listes et docilement glisser le bulletin aux urnes.

Pas de créolisation de l'emploi sans emploi : c'est évident. Le consensus sur le mot d'ordre est un consensus

colonial et libéral. Le PCR -qui sort de son brillant congrès- est face à ses contradictions d'appareil colonial : selon ces partisans l'emploi local est une priorité (AJFER) mais il faudrait envisager «10 ans, 20 ans…» avant d'envisager une fonction publique entièrement locale. On sent la carotte. Or, premièrement, la fonction publique territoriale est importante à la Réunion. Deuxièmement, les réunionnais n'ont pas attendus les chantres de la créolité pour passer les concours de la fonction publique et rentrer au pays dès que cela a été possible. Troisièmement, le débat sur la régionalisation ne fait qu'annoncer la fin du service public dans le cadre des politiques d'austérité. Plus de décentralisation, plus d'inégalités et plus de difficultés pour la Réunion.

La préférence régionale n'est pas la créolisation totale mais plutôt le signe d' un contexte de dégradation des conditions de travail et de salaire sans précédent qui est bel et bien annoncé.

Avec d'autres nous pensons que sans libération nationale, il n'y aura guère de libération sociale.

Citons l'écrivain et penseur Cabort-Masson, dissident du césairisme : «Ces dernières décennies ont établi une loi de la décolonisation irréfutable : dans toutes les colonies les leaders, petits-bourgeois ou grands, ont eu à choisir entre le ventre et l'âme. Ils ont choisi l'âme, la liberté politique collective sans laquelle la liberté individuelle n'est qu'illusion.»



Action du JERF et collectifs en soutien aux profs réunionnais mutés de force en France.

Ne soyons pas, nous réunionnais, des exceptions à la règle. Prendre ses responsabilités, c'est préparer l'avenir d'une Réunion jouissant d'une indépendance économique. Or, l'autonomie prônée ici et là, mise en avant par les médias coloniaux (presse de droite à l'avant-garde), fantasmée par certains naifs fonnkérisants, nous donnant l'illusion de liberté, nous alièneра davantage à la France. A moins que le niveau de conscience augmentant, cette autonomie accentuant les contradictions, ne mène indéniablement la Réunion et ses enfants vers l'unique voie historique qui l'attende, c'est-à-dire l'indépendance. Cette indépendance sera à l'image du réunionnais et de la réunionnaise d'un nouveau type ou à l'image du colonialiste. C'est à nous, réunionnais, de veiller à ce que ce choix ne soit pas à l'image du colonialiste.

Le rôle des anticolonialistes et des révolutionnaires aujourd'hui est de préparer cette indépendance à travers un programme de changement de société radical et de prévoir nos défenses face à l'impérialisme français. Notre rôle est d'inventer une Réunion nouvelle et d'en faire le laboratoire d'un monde nouveau tant sur l'organisation du travail et de l'industrie répondant aux besoins et selon les moyens de chaque réunionnais et de chaque réunionnaise. Notre rôle est d'inventer le réunionnais de demain, sur le plan économique, culturel, intellectuel et individuel. Notre tâche est d'élaborer notre propre modèle émancipé des échecs des décolonisations ratées (dictature, misère, capitalisme d' Etat…).

Ce programme de réflexion et d'actions est celui de la Fondation Eva (eva.fondation@yahoo.fr), c'est pourquoi nous l'avons rejoint avec d'autres membres du JERF. La Fondation Eva est ouverte à quiconque désire mener un combat contre le système colonialiste et capitaliste sans la tutelle des partis d'élection.

★Sandro du JERF - Jeunesse Emigrée Réunionnaise en France

Sur le mouvement populaire au Brésil

Nous avons eu la chance de rencontrer un Camarade du Front Révolutionnaire de Défense des Droits du Peuple du Brésil. Nous sommes ainsi revenus sur les récents mouvements populaires qui ont secoué le Brésil.

Peux-tu nous raconter d'où est parti le mouvement et comment il s'est développé, a évolué ?

Le mouvement a commencé sur la question du coût des transports. Il y avait déjà une mobilisation sur cette question début juin. Cette mobilisation s'est agrandie le 13 juin, avec 10 000 personnes à la manifestation de Rio et 100 à celle de Sao Paulo. Ces manifestations ont été violemment réprimées et ont produits des affrontements avec les flics, l'attaque de banques. La répression policière a même fait des blessés chez les journalistes, ce qui a engendré une grande critique des médias.

Le 17 juin, les manifestations étaient beaucoup plus grandes : 100 000 à Rio et Sao Paulo. Ce jour là, il n'y a pas eu de répression mais les manifestants en ont profité pour attaquer la préfecture de Sao Paulo et le parlement à Rio où les flics sont restés bloqués dedans pendant 2 heures.

Le 20 juin, c'était une date de manifestation nationale. Il y a eu des cortèges dans toutes les capitales d'Etat. 300 000 à Sao Paulo ; 100 000 à Vitoria ; 1 million à Rio ! A Vitoria, il y a eu de gros affrontements. En fait, il y a plusieurs iles avec des ponts privés où il faut payer pour passer. Tous les péages ont été détruits ! A Rio aussi il y a eu de gros affrontements pendant deux heures près de la mairie, notamment avec les flics dans des véhicules blindés.

Après cette grosse journée de manifestation nationale, il y a eu des manifs tous les jours, même dans les petites villes. C'était pendant la Coupe des Confédérations et le jour de la finale, il y a eu deux manifs. Une première le matin organisée par les opportunistes qui ont choisi une heure où le stade était vide et une deuxième le soir, très combattive. Il y avait entre 7 et 10 000 personnes. L'arrivée des camarades a transformé le cortège car il n'y avait pas vraiment de direction ou de mots d'ordre. Les camarades sont arrivés avec

un discours anti-électoral et notre slogan « Les élections ça ne change rien, c'est le peuple organisé qui fera la révolution » a été chanté pendant 50 minutes ! La manif est alors partie vers le stade mais il y avait une défense concentrique du stade par la police et l'armée. On s'est fait stoppés par la police et les slogans sont repartis de plus belle en même temps que les affrontements. Nous avons essayé de contourner le dispositif mais c'était vraiment difficile avec 12 000 flics.

Quel bilan fais-tu de cette expérience ?

Il y a plusieurs aspects. Premièrement, la presse. Ils ont toujours essayé de diriger le mouvement sur la base de « c'est bien pour la démocratie d'aller dans la rue pour revendiquer mais c'est différent des groupes qui sont là pour casser et attaquer la police. »

Deuxièmement, la transformation du contenu du mouvement. Les manifs ont commencé sur la question de la hausse du prix des transports mais avec la répression, les manifs ont grossi. Les slogans se sont transformés avec les demandes populaires, pour les droits. Si on ne peut pas dire que la lutte n'était pas contre l'Etat directement, les demandes populaires étaient objectivement contre l'Etat.







Troisièmement, la mentalité populaire. Dès le début, la plupart des gens interviewés affirmaient « On ne peut plus accepter l'ordre des choses, la situation comme elle est ! »

Quatrièmement, le mouvement a décliné mais nous devons utiliser ce mouvement pour nous entrainer au combat de rue, pour changer la conscience des militants qui n'avaient pas cette pratique, changer la conscience des gens sur la question de la violence. D'ailleurs, beaucoup ont été convaincu par le déroulement du mouvement que la violence vient de l'Etat et que le peuple doit utiliser la violence contre ça.

Cinquièmement, cela a beaucoup développé d'activistes et les organisations populaires, étudiants, femmes, etc. ont gagné des militants.

De manière plus générale, ce n'était pas un mouvement révolutionnaire ni le début de la révolution mais ça fait partie du processus révolutionnaire et prépare la situation révolutionnaire. Nous devons nous entrainer davantage et développer la conscience des masses, appuyer le slogan de la violence révolutionnaire. Nous savons que le processus révolutionnaire est prolongé.

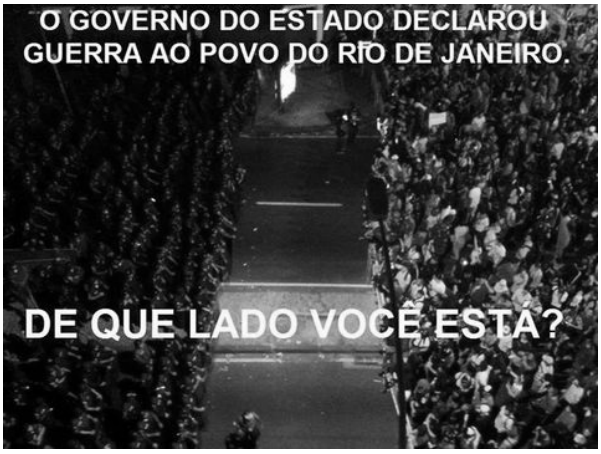
Ce mouvement a été un moment important et il y en aura d'autres. La

Chers camarades,
Depuis les grands jours de combats en Juin et Juillet, lorsque des dizaines de millions de Brésiliens se sont levés, les manifestations se poursuivent, en particulier dans la ville de Rio de Janeiro et Recife-Pernambuco. Pour contenir ces manifestations, le vieil Etat réactionnaire a déclenché ces derniers jours d'importantes opérations de police pour arrêter et poursuivre des centaines de militants et d'activistes révolutionnaires et combatifs. Cette violente campagne de criminalisation fait partie des actions «préventives»contre les manifestations qui auront lieu le 7 Septembre (le jour où l'état semi-colonial et semi-féodal célèbre la fausse indépendance dans laquelle nous vivons). Nous rejetons cette campagne fasciste vicieuse et appelons les révolutionnaires et démocrates à rejeter cette campagne fasciste vicieuse.

FRDDP-BRÉSIL

situation n'a pas transformé la forme des manifestations. Les clashs ont notamment continué lors de la venue du Pape [et plus récemment, voir l'encart ci-dessous]. Beaucoup d'argent a été dépensé pour cet évènement mais pas pour les droits du peuple. Cela a rendu plus visibles les contradictions. La réaction du gouvernement a été de respecter les manifestations pacifiques mais de condamner la violence. C'est ce qu'ils expriment par «commencer la réforme politique par le parlement».

Ce mouvement a été une vague qui n'est pas redescendue à son niveau d'avant. L'année prochaine, il y aura la Coupe du Monde et il y aura encore un mouvement. Pour le préparer, nous devons travailler à augmenter le niveau de conscience des masses, des activistes intermédiaires et des militants. ★



Se soulever ! Résister ! Libérer !

Communiqué de presse du Front Démocratique Révolutionnaire – 21 août 2013

Pour le retrait du renouvellement de l'interdiction du FDR en Andra Pradesh

Pour l'instauration d'un Enquête Judiciaire de Haut Niveau sur meurtre de sang froid du Camarade Ganti Prasadam

Pour l'arrêt de la chasse aux sorcières et de la propagande malveillante contre les organisations populaires en Inde

Le Front Démocratique Révolutionnaire condamne le renouvellement de l'interdiction de l'organisation pour une nouvelle année par le gouvernement de l'Etat d'Andhra Pradesh sous la Loi de Sécurité Publique d'Andhra Pradesh de 1992. Le FDR a été interdit arbitrairement le 9 août 2012 par le gouvernement d'AP, à peine trois mois après avoir organisé la première Conférence de Toute l'Inde à Hyderabad en avril 2012. Nous continuons à nous opposer et à lutter contre cette interdiction de notre organisation qui a été arbitrairement imposée par le gouvernement de cet Etat en violation de la liberté d'expression et au droit d'association et à la liberté d'exercer une opposition démocratique.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est clair pour tous que cette politique de prohibition et de persécution des organisations et des dirigeants populaires est utilisée par l'Etat pour faire taire la voix du peuple. Le renouvellement de l'interdiction du FDR surgit au moment de l'agression brutale et de l'assassinat de son vice-président, Ganti Prasadam, par le même gouvernement de l'Etat d'AP. Elle est maintenant appuyée par une chasse aux sorcières médiatique sponsorisée par l'Etat contre le Secrétaire Adjoint du FDR, GN Saibada, un professeur de l'Université de Delhi, criminalisant le FDR dans des journaux comme Dainik Jagran, Times of India et d'autres journaux, avec des rapports supposés des agences de renseignements. Cette interdiction imposée au FDR et les attaques journalières contre ses dirigeants est une agression ouverte faite par le gouvernement contre les revendications démocratiques.

Cette interdiction continue à être une excuse pour commettre des atrocités contre une vaste section de la société en déclarant comme «illégales» leurs aspirations et en donnant l'impunité absolue à la police et aux forces paramilitaires pour réprimer toutes les expressions de dissidence démocratique. En utilisant des lois draconiennes comme la Loi de Sécrurité Publique d'Andhra Pradesh de 1992, sur les organisations populaires, en tuant les dirigeants du peuple comme le Camarade Ganti Prasadam, en fabriquant des accusations et en diffusant des rumeurs malveillantes à travers les médias, nous pensons que ces politiques de la part de l'Etat reflètent le vide de leurs propositions pour défendre la démocratie et les droits accordés à chacun dans ce pays.

Le renouvellement de l'interdiction reflète la continuité de l'héritage colonial des prohibitions, des restrictions et de la censure sur une pratique démocratique de dissidence politique et elle restreint la liberté d'expression. Lors des 21 mois d'Etat d'urgence dans les années 70 il y eût des restrictions similaires sur le droit d'association, de protestation et d'expression du mécontentement contre les politiques gouvernementales. Cette politique a trouvé son expression à travers l'exécution d'une série de lois draconiennes comme la NSA, TADA, POTA, UAPA, entre autre, et a renforcé les pouvoirs autoritaires de l'Etat. Après 2001, cette politique est devenue partie intégrante de la «guerre contre le terrorisme», campagne dirigée par une puissance occidentale impérialiste, l'Amérique.

Depuis lors, de nombreuses organisations populaires de tout le pays ont été prises pour cible et interdites pour avoir exprimé la volonté du peuple. Durant la dernière décade, plusieurs organisations en Andrah Pradesh, au Chhattisgarth, au Jharkhand, en Odisha, au Bihar et au Maharashtra ont été désignées comme «organisations de front» du Parti Communiste d'Inde (maoïste).De la même façon, diverses organisations démocratiques et des droits civiques et des individus sont maintenant accusés d'avoir exercé «une activité illégale»

au prétexte d'être sympathisants d'une série de mouvements populaires dans le pays. L'arbitraire de ces allégations arbitraires et l'imposition autoritaire des interdictions et la persécution sélective des organisations et individus montrent clairement l'intention de l'Etat de réprimer toutes formes et plateformes de dissidence.

Ayant comme objectif de combattre le maoïsme, le gouvernement de l'Etat a fait faussement classer le FDR comme une organisation de front du Parti Communiste d'Inde (maoïste) -autre entité politique interdite- et a ainsi poursuivi sa politique de criminalisation et de persécution des dissidents politiques. Ceci malgré le fait que promouvoir et adhérer à une quelconque idéologie n'est pas un crime mais est un droit constitutionnel garanti aux citoyens, ce qui a été plusieurs fois appuyé par la Cour Suprême. En gardant cela à l'esprit, nous croyons que cette imposition de l'interdiction du FDR de façon arbitraire par des accusations infondées est une attaque directe à nos droits démocratiques.

Le 4 juillet, le gouvernement de l'Union et le gouvernement d'Etat d'Andhra Pradesh ont assassiné notre dirigeant bien-aimé, le vice président du FDR, le Camarade Ganti Prasadam au cours d'une attaque brutale et d'un meurtre de sang froid à Nellore, comme partie intégrante de l'Opération Green Hunt. Le Camarade Ganti Prasadam a dédié sa vie à la classe ouvrière et aux autres masses révolutionnaires durant ces 40 dernières années. L'attaque des dirigeants de masse révolutionnaires du mouvement de Telangana et la criminalisation des activistes révolutionnaires du mouvement populaire au moyen d'accusations fabriquées et d'incarcérations prolongées sont une pratique courante du gouvernement d'Andrah Pradesh.

Au fil des ans, le camarade Ganti Prasadam a été arrêté plusieurs fois pour avoir soutenu de véritables mouvements populaires. Il a lutté sans cesse pour les droits des masses opprimées et des prisonniers politiques en Odisha et en Andrah Pradesh. Malgré la répression qu'il a affronté, il a continué à participer au mouvement populaire en écrivant de manière prolifique et en engageant des débats politiques et littéraires contemporains, mais aussi en dirigeant de nombreuses organisations et mouvements. Le jour de son assassinat, il participait à une réunion de l'Association des Parents et Amis des Martyrs en Andrah Pradesh, dont il était un Membre Exécutif, ayant perdu son frère, Rajanna, dans un affrontement déguisé à Koppadingi en Odisha.

Après avoir rendu visite à un parent d'un martyr, le Camarade Ganti Prasadam a été brutalement attaqué avec des couteaux et un pistolet par trois personnes qui se trouvaient en dehors d'un hôpital public. Il a rendu son dernier soupir dans l'après-midi du 5 juillet. Aujourd'hui, encore une fois, nous posons la question de qui portera la responsabilité pour ce crime terrible et de sang-froid contre le Camarade Ganti Prasadam. Les interdictions ne sont pas suffisantes ; l'Etat trouve des façons d'éliminer les dirigeants populaires qui expriment la véritable voix de la résistance. Cette attaque meurtrière contre le Camarade Prasadam doit être vue comme une attaque contre un mouvement démocratique et révolutionnaire légitime des pauvres opprimés. Le FDR jure de venger l'assassinat politique de notre vice-président et aimé dirigeant des masses révolutionnaires en levant le drapeau de la révolte et de la résistance pour mettre en déroute les politiques anti-peuple des classes dirigeantes compradores d'Inde et en mobilisant de vastes secteurs de la population du sous-continent dans la Révolution de Nouvelle Démocratie.



Hommage au Camarade Ganti Prasadam

Le FDR rend un hommage rouge à notre bienaimé dirigeant, le Camarade Ganti Prasadam, et s'engage à mener de l'avant la Révolution de Nouvelle Démocratie en réitérant son engagement auprès les plus pauvres des pauvres dans le sous-continent. La désignation des dirigeants révolutionnaires défendant les véritables aspirations du peuple comme membres du parti maoïste, une organisation qui a également été interdite arbitrairement, est la politique de l'Etat pour calomnier et discréditer les voix dissidentes. Maintes et maintes fois, les médias ont joué un rôle dans la poursuite de cet effort de l'Etat en publiant des rapports sans fondement et manifestement faux comme ce qui a été fait contre le Secrétaire Adjoint du FDR, GN Saibaba, dans les principaux quotidiens comme Dainik Jagran et Times of India.

L'article a fait des allégations sans fondement et diffamatoires que Saibaba serait membre du Comité d'État du PCI(maoïste). Cette prise pour cible de Saibaba indique clairement les efforts de l'Etat à travers les médias pour supprimer les opinions inconfortables qui exposent la guerre non déclarée contre le peuple menée par l'État indien au nom de l'Opération Green Hunt. Dans le cadre de la politique visant à réprimer le développement d'un mouvement révolutionnaire à travers le pays, en 2009, le gouvernement UPA a déclaré une guerre totale contre le peuple du nom de code Opération Green Hunt.

Depuis lors, le mouvement démocratique et des droits civil s'est opposé à cet effort grâce à une campagne massive contre l'OGH à travers le pays et à l'étranger. Face à de telles interdictions et à ces assassinats politiques de dirigeants révolutionnaires, c'est à nous de renforcer cette campagne contre la guerre contre le peuple et lutter contre les politiques anti-populaires de l'Etat. Et aujourd'hui, une fois de plus, nous condamnons avec véhémence et sans équivoque l'interdiction du FDR et l'attaque brutale de son dirigeant par les forces des gouvernements de l'Union et des États.

Président
Varavara Rao,

Secrétaire Général
Rajkishore

★Front Démocratique Révolutionnaire - Inde

21 août 2013

A bas l'intervention de l'impérialisme français et des autres impérialistes en Syrie !

Les «sociaux-impérialistes» du gouvernement PS et les autres impérialistes, impérialisme US en tête, ont décidé d'imposer par la force leur projet d'un «Nouveau Moyen Orient», c'est-à-dire **s'appuyer sur les anciens chiens de garde ou en mettre en place de nouveaux**, plus dociles, laïcs ou religieux. Après la liquidation du camp socialiste, deux nouvelles puissances impérialistes sont apparues sur le devant de la scène au Moyen Orient, à savoir la Russie et la Chine. Elles veulent y préserver les régimes qui leur sont alliés dans le cadre de leurs plans stratégiques (militaires et économiques).

Quand les travailleurs, les couches populaires se révoltent contre les chiens de garde, les impérialistes les abandonnent et soutiennent les équipes de rechange, les intégristes qu'ils dénoncent et combattent après les avoir soutenus comme en Afghanistan, en Irak, en Libye et aujourd'hui en Syrie. L'exemple de l'Irak est frappant : après avoir armé et soutenu Saddam Hussein, ils ont mis le pays à feu et à sang puis l'on assassiné en mentant sur un prétendu stocks d'armes de destruction massive, reprenant à leur compte la fameuse phrase de Goebbels «*Mentez, mentez, mentez, encore et toujours, il en restera bien quelque chose!*». Ils veulent renouveler l'opération aujourd'hui en Syrie, et soutiennent la révolte qui a échappé des mains des couches populaires et est dirigée par une opposition reconnue et soutenue par les impérialistes.

Les révoltes populaires sont justes, car elles se dressent contre la misère, le chômage, la répression des classes dirigeantes, mais faute de direction réellement populaire, les classes dirigeantes qui veulent perpétuer le système d'exploitation et d'oppression de leurs peuples se réorganisent et imposent une nouvelle dictature contre leur peuple.

En **Egypte**, les Frères musulmans réprimés sous le régime de Moubarak, mais comme lui pions des Etats-Unis, ont voulu une fois élus imposer leur doctrine. Une majorité de la population musulmane ou laïque s'est insurgée, violemment attaquée par les islamistes. **L'armée en a profité pour faire un coup d'Etat** et s'imposer en réprimant très violemment les partisans des Frères musulmans déchus.

Les comités populaires qui continuaient la lutte depuis la chute de Moubarak sont priés de rentrer dans le rang, c'est-à-dire **se soumettre aux décisions de l'armée qui reprend la main**. Ceci convient parfaitement aux impérialistes et leurs alliés dans la région, car armée ou Frères musulmans sont deux alliés d'une politique américaine à facettes multiples : l'armée ne tardera pas à rentrer dans le rang.

En **Tunisie**, Ennahda, parti islamiste de premier échelon, est au pouvoir, talonné par les islamistes du deuxième échelon, les salafistes, qui attaquent le mouvement populaire dirigé pour l'instant par des forces laïques réformistes. Ils assassinent des militants syndicaux, attaquent les révolutionnaires ; les maoïstes eux s'organisent. **Nous saluons la résistance des peuples tunisiens et égyptiens contre celles et ceux qui souhaitaient confisquer leur lutte**. Là où il y a oppression, il y a résistance.

Au **Maroc**, le roi représentant le Maghzen, est allié avec les islamistes contre le mouvement populaire, réprime les militants progressistes, révolutionnaires et les maoïstes.

La position des maoïstes est la suivante :

- **on ne peut s'appuyer sur un impérialisme contre un autre ;**
- **on doit dénoncer, combattre notre propre impérialisme et même souhaiter sa défaite ;**
- **en cas de guerre inter-impérialiste, les communistes doivent souhaiter la défaite de leur propre impérialisme et œuvrer pour transformer la guerre en révolution.**

Dans le cas d'un mouvement de libération nationale dirigé par la bourgeoisie nationale, **les communistes doivent garder leur autonomie**, essayer de prendre la tête du mouvement et dans tous les cas n'appuyer que les aspects positifs et combattre les aspects négatifs de la bourgeoisie nationale. En dernier ressort, les communistes ne peuvent soutenir la bourgeoisie nationale si elle ne leur laisse pas la possibilité de s'organiser, d'organiser la défense des intérêts du prolétariat et des masses populaires.

Les communistes ne doivent pas oublier que les bourgeoisies nationales et/ou les islamistes ont réprimé, torturé, assassinés, massacrés les communistes en Syrie, en Egypte, en Lybie, au Maroc, en Indonésie, en Iran, etc.

C'est seulement lorsque **le Parti Communiste dirige la guerre populaire** contre l'impérialisme et ses chiens de garde dans les pays dominés que la révolution de Nouvelle Démocratie peut triompher.

Dans la situation actuelle, **la lutte inter-impérialiste s'aiguise au Moyen-Orient** et une intervention en Syrie pourrait entraîner une réaction en chaîne, déstabilisant l'ensemble de la région dans l'objectif pour le bloc occidental d'assoir le rapport de force en leur

faveur. L'Iran, la Russie, la Chine ne laisseront pas se dérouler une intervention sans réagir. Derrière la Syrie, il est clair que l'Iran est ciblé. Israël subira assurément des attaques, ce qui approfondira l'escalade du conflit. La Turquie joue également son rôle de chien de garde en se mettant au service des impérialistes occidentaux. Bref, **la situation risque de s'envenimer et le conflit risque de se généraliser.**

En temps de crise, la guerre extérieure permet à l'impérialisme de détruire des forces productives et de créer et développer de nouveaux investissements. **Chaque pays impérialiste en profite alors pour affermir ses positions économiques et stratégiques, trouver de nouveaux débouchés, accaparer de nouvelles ressources.** C'est là le cœur des dernières interventions et ingérences où chaque impérialisme tente au moins de conserver sa part du gâteau, au mieux de s'en tailler une plus grosse.

Face à cela, **le rôle des communistes est de s'opposer à cette guerre**. Mais plus encore. La crise économique, si elle renforce les contradictions inter-impérialistes et donc encourage les différents impérialistes à intervenir militairement, elle renforce également la contradiction entre les larges masses populaires et la bourgeoisie. Ainsi, dans les pays impérialistes, **la lutte anti-impérialiste doit être développée** : que la lutte anti-impérialiste soit aussi peu développée en France est le reflet de la faiblesse du camp du prolétariat, lequel a intérêt à la solidarité internationale et à la lutte contre son propre impérialisme. Nous devons à la fois dénoncer le social chauvinisme de la réaction de droite, des groupes fascistes et nazis et des forces réformistes et des opportunistes corrompues par l'impérialisme. **Mais nous devons avant tout renforcer le camp du prolétariat et créer les conditions de son autonomie politique, c'est à dire développer et renforcer le Parti.** L'impérialisme et la bourgeoisie défendront jusqu'au bout leurs profits par tous les moyens, y compris au moyen du fascisme, et n'hésiteront pas à déclencher une guerre de grande ampleur comme cela s'est déjà passé deux fois dans l'histoire.

Il s'agit aujourd'hui en premier lieu **d'édifier dans chaque pays le Parti révolutionnaire** ayant pour stratégie le renversement de sa propre bourgeoisie, l'instauration de la démocratie nouvelle dans les pays dominés ou de la dictature du prolétariat dans les dominants. Ce Parti doit mener la lutte idéologique en théorie et en pratique, en lien avec les préoccupations et revendications matérielles des masses. **Seul un Parti révolutionnaire s'appuyant sur le peuple opprimé et exploité regroupé dans un Front Uni peut mener jusqu'au bout le processus révolutionnaire, sinon la révolte ne peut se transformer en révolution.** Les exemples des révoltes en Tunisie et en Egypte sont criant, où la bourgeoisie nationale passe de nouveaux accords avec l'impérialiste, devient un nouveau chien de garde et ainsi de suite à chaque fois que la révolte éclate.

C'est le meilleur moyen d'empêcher que se constituent deux blocs impérialistes, de contrecarrer les plans des impérialistes pour un nouveau repartage du monde. C'est le meilleur moyen pour empêcher une nouvelle guerre mondiale.

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

A BAS LES FAUTEURS DE GUERRE !

COMBATTONS L'ETAT ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS IMPERIALISTE !

RENFORCONS LE PARTI COMMUNISTE MAOISTE !

PREPARONS LA GUERRE POPULAIRE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE !

PCmF

PC maoïste de France
★ drapeaurougedr@gmail.com ★
★ drapeaurouge.over-blog.com ★

OC - Futur Rouge
★ oc.futur.rouge@gmail.com ★
★ futur-rouge.overblog.com ★

OC - FR

Grève de la faim dans les prisons marocaines

Communiqué informantd'une action de grève de la faim en solidarité avec le camarade Georges Ibrahim Abdallah !



Nous, prisonniers politiques, groupe Aziz ELBOUR, détenus de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, tendance la voie démocratique basiste internationale marxiste-léniniste-maoïste, apportons notre soutien au camarade prisonnier politique Georges Ibrahim Abdallah, en participant à l'appel lancé par le Secours Rouge et en entamant, en solidarité, une grève de la faim de soutien le 5 et le 6 juillet 2013.

Le camarade Georges Ibrahim Abdallah est emprisonné depuis 1984, dans les prisons de l'impérialisme français ; il est l'un des symboles de la résistance sur le plan international et nous ne pouvons qu'exprimer notre adhésion de principe et inconditionnelle à cette campagne de solidarité pour demander sa libération. Nous saluons en lui sa résistance et son abnégation pour la défense de ses positions anti-impérialistes, antisionistes et anti-réactionnaires.

Le refus de sa libération par l'Etat français, sous la pression des Etats-Unis et de l'entité sioniste, est un autre signe de son implication réelle et complète pour la défense de toutes les causes visant la libération des Nations opprimées - avec à leur tête la cause palestinienne, notre cause nationale, et les longues années passées dans la prison n'ont rien changé à son caractère révolutionnaire.

Ici, nous profitons aussi de l'occasion pour appeler tous les prisonniers politiques enfermés dans les prisons de la réaction au Maroc à participer activement à ces jours de solidarité avec le détenu héroïque afin d'apporter soutien à sa cause et dénoncer la soi-disant «justice» impérialiste ainsi que les crimes du régime en place au Maroc, valet et serviteur de l'impérialisme français – régime face auquel nous aurons notre procès en appel le 15 juillet 2013.

Libération immédiate et sans condition du camarade Georges Ibrahim Abdallah !

Liberté pour tous les prisonniers politiques dans le monde !

Notre arme, la solidarité internationale !

Les dix prisonniers politiques :

Ibrahim ENNAJMI - 21411 – 2 ans de prison ferme
Hamid ELBAGHDADI – 21413 – 2 ans de prison ferme
Abdelhak ETTALHAWI – 21863 – 3 ans de prison ferme
Aziz ELBOUR – 21408 – 3 ans de prison ferme
Hicham ELMASKINI – 21415 – 3 ans de prison ferme
Hamid ZADOU – 21404 – 2 ans et demi de prison ferme
Mohamed ELWAKASSI – 21401 – 2 ans de prison ferme
Mohamed ELMOADEN – 21409 – 3 ans de prison ferme
Boujmâa JAMOU – 21412 – 2 ans et demi de prison ferme
Mohamed AHRIK – 21407 – 2 ans et demi de prison ferme

★ Groupe Aziz ELBOUR – voie démocratique basiste - Prison locale Boulmhraz – Marrakech - 04.07.2013

CITE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION (Paris porte Dorée)

Les crises économiques du système capitaliste offrent un terreau fertile au racisme, à la xénophobie et même tout simplement à l'intolérance (cf. le rassemblement de toutes les droites, décomplexées ou pas contre le mariage pour tous). N'oublions pas non plus l'ignorance qui conforte tous les préjugés et va les nourrir. Une visite à l'ancien musée des colonies rafraîchit les mémoires en nous offrant un vrai cours d'histoire.

De nombreuses polémiques ont accompagné en 2007 le dernier en date des avatars de ce musée qui s'intitule aujourd'hui officiellement : Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration. Tous les changements de nom subis par ce musée parisien sont très significatifs de l'histoire des relations de la France impérialiste avec ses colonies. Le nouveau et dernier en date des avatars du très beau palais qui abrite ce musée reflète plutôt fidèlement cette histoire chaotique des relations et luttes anciennes et actuelles : qu'un ex musée des colonies devienne aujourd'hui «Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration» est plus que significatif !

Au départ ce Palais fut construit pour l'Exposition Coloniale Internationale en 1931. Il était destiné à accueillir le musée permanent des colonies, à retracer l'histoire des conquêtes françaises et à célébrer l'Empire Colonial

français. Depuis 1931, il a accueilli quatre institutions suivant ainsi le cours de l'histoire de la colonisation et l'évolution des mutations : Musée des Colonies 1931-35, Musée de la France d'Outre-Mer 1935-1959, Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie 1961-2003, Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration en 2007.

Une exposition permanente explique deux siècles d'immigration avec des témoignages, des documents d'archives, des photographies et des œuvres d'art. Il s'agit de faire un parcours historique et thématique qui relate les temps forts de l'histoire de France depuis le 19ème siècle. On verra ainsi ce qui fait de l'histoire de l'immigration un miroir de l'histoire de France. Tout cela au moment où l'immigration devient le bouc émissaire de tous les maux de la société capitaliste. Il est significatif d'ailleurs qu'entre autres promesses non tenues du Président Hollande, il y a le vote des immigrés aux élections municipales !

La figure de l'immigré inassimilable accompagne chaque vague migratoire. Des Italiens, de la fin du 19ème siècle, aux migrants africains d'aujourd'hui, les stéréotypes ne changent guère. Les immigrés seraient trop nombreux, porteurs de maladies, délinquants potentiels, étrangers au corps de la Nation. Cette xénophobie, récurrente en temps de crise se nourrit de racisme. A nous de lutter dans le sens de la solidarité et de la fraternité : «travailleurs français, travailleurs immigrés : même combat contre les mêmes patrons». A nous d'expliquer comment le fascisme se propose de n'épargner ni les uns ni les autres.

Revenons à l'exposition qui peut justement nous aider dans la lutte en montrant la réalité mouvante de cette immigration.

1830-1880 : Professionnels et réfugiés : un accueil plutôt bienveillant

Jusqu'au milieu du XIXème siècle, le problème des étrangers existe peu. Leur définition juridique reste hésitante, les représentations sont associées aux voyages et au commerce rarement à la condition ouvrière. En dépit des premières lois qui contrôlent le séjour, les autorités se réjouissent plutôt de leur bonne conduite et l'opinion publique réserve un accueil bienveillant aux réfugiés et aux professionnels qui s'installent en France.

1880-1914 : L'étranger, envers du national

A la fin du 19ème siècle, l'enracinement de la République et le développement du sentiment national alimentent le rejet des étrangers, Belges au Nord, Italiens au Sud. Les rixes ouvrières se transforment en violences xénophobes, attisées par la crise économique et le renforcement des nationalismes en Europe. Les stéréotypes se figent, relayés par les élites républicaines et une presse en plein essor. Dans le même temps, un racisme «savant» se développe. Il s'en prend aux juifs français ou étrangers et aux populations colonisées de l'Empire au nom de prétendus arguments biologiques.



1914-1931 L'immigration nécessaire, les étrangers tolérés :

La première guerre mondiale et l'ouverture au monde

De 1914 à 1918, la découverte des soldats de l'Empire et des armées alliées élargit l'imaginaire des Français. Mais les stéréotypes restent tenaces, comme en témoigne l'image ambiguë du tirailleur véhiculée par la propagande qui mêle le courage et la loyauté à l'infantilisme et la cruauté.

Face au grand afflux des années 1920

Après les saignées de la guerre, l'immigration devient plus que jamais nécessaire. Pourtant cette urgence ne crée pas la fraternité, même si la gauche essaie de rester fidèle à l'internationalisme. Dans l'opinion, l'indifférence domine, et au moindre signe de crise, la xénophobie affleure. On dénonce les étrangers comme responsables de délinquance, concurrence déloyale au travail, engagements politiques, religion pour certains. On les rejette aussi parce qu'ils «sont trop nombreux et menaçants pour l'identité du pays».On constate aussi que tous les migrants ne sont pas traités de la même manière. Une hiérarchie des peuples s'établit, qui place les migrants coloniaux au plus as dans l'échelle dans l'opinion.

1931-1944 : Le temps des indésirables

Avec la crise mondiale qui touche la France en 1931, la xénophobie se durcit. Les thématiques d'extrême droite se généralisent dans une véritable clameur nationaliste. La crise est d'abord économique. Commerçants, artisans et professions libérales accusent les étrangers de concurrence déloyale et mènent une campagne virulente pour obtenir la protection de la loi.

1945-1974 : L'immigré, figure sociale de la modernisation

Pendant les Trente Glorieuses, l'immigré émerge comme une nouvelle figure sociale, homme à tout faire de la croissance. Un travailleur qui est censé repartir. L'écart se creuse avec la classe ouvrière française qui accède au confort de masse. Dans l'opinion, l'indifférence l'emporte à nouveau. L'immigré doit se montrer utile, mais demeurer invisible (les bidonvilles fleurissent au loin dans les contreforts des banlieues). La décolonisation pèse aussi sur les

représentations. La guerre d'Algérie a laissé des traces : l'Algérien apparaît comme une figure d'autant plus négative de l'immigré méprisé et suspecté que les jeunes du contingent sont envoyés par milliers défendre l'Algérie : département français. Les massacres d'Algériens en octobre 1961 à Paris sont couverts par la censure comme toutes les exactions qui vont avec les guerres. La lutte contre la guerre d'Algérie provoque de grandes manifestations populaires. Et même si c'est une minorité, peu à peu dans les années 70, certains Français ont choisi la solidarité, révoltés par les conditions faites aux étrangers et le retour des violences racistes au début des années 1970.

Depuis 1974 : la mosaïque France à l'épreuve de la crise.

La crise a changé le visage de l'immigration. La venue de travailleurs étrangers est suspendue mais le regroupement familial reprend. La génération des enfants devenus français émerge au début des années 80. Stigmatisés pour leurs origines, on les dénonce comme une nouvelle «classe dangereuse» (alors qu'il s'agit plutôt d'une classe en danger). Les révoltes urbaines qui secouent sporadiquement les banlieues ne sont pas reconnues comme légitimes même pas par la gauche officielle. A l'extrême droite, le Front National et ses dérivés prospèrent sur les peurs de l'opinion et la détresse des victimes de la crise. Les progressistes essaient de remonter le courant en créant des organisations comme SOS racisme par exemple. Mais même la «Marche pour l'égalité» est maintenant connue sous le nom de «la marche des beurs» et c'est tout dire !

L'affiche qui annonce cette exposition se nomme «L'immigration ça fait toujours des histoires». On a envie d'ajouter un point d'exclamation. ★



DIAZ : UN CRIME D'ETAT (Gênes 2001 en marge du G8)

Diaz, c'est le nom d'une école à Gênes, capitale ligure. Le film est un documentaire sur des événements (matraquages, arrestations, emprisonnements, tortures) qu'Amnesty International a qualifiés comme «la plus grave atteinte aux droits démocratiques dans un pays occidental depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale». Ce véritable document n'est resté à l'affiche des grandes salles parisiennes que deux semaines, pas plus. Alors que l'Irlande ou plutôt le fief colonial de la Grande Bretagne nommé Ulster, vient d'accueillir le G8 de 2013, le film est un témoignage sur les terribles exactions policières perpétrées en marge du G8 2001contre les altermondialistes. Un jeune étudiant : Carlo Giuliani est mort et de multiples blessures graves avec séquelles permanentes ont été infligées à de très nombreuses personnes (journalistes compris) qui avaient trouvé au Genoa Social Forum à la fois un lieu de rassemblement et un dortoir improvisé : tous les hôtels s'étant déclarés complets. Ceci explique la présence de journalistes par exemple et même de personnes qui ne se disaient pas altermondialistes.

Le film montre cette nuit de chaos et d'horreur. On entend le bruit des matraques qui s'abattent sur les cranes et les corps ; on voit une armée de robocops qui se déchaînent sur des gens couchés ou jetés à terre et qu'on frappe alors aussi à coups de godillots. On entend les os qui craquent, on voit les membres qui se disloquent ; on entend les cris de et les gémissements ; on voit la douleur, les corps qu'on traîne ou qu'on jette.

Après le matraquage, 300 occupants seront arrêtés, 93 d'entre eux seront séquestrés pendant trois jours dans la caserne de Bolsaneto où ils subiront encore des sévices et humiliations. Citons Michelangelo Fournier, ancien adjoint du préfet de police de Rome : «Dans l'obscurité j'ai vu quatre agents [...] matraquer une jeune fille, je leur crié d'arrêter, ils ont continué...J'ai vu la fille avec le crane fendu, dans une mare de sang...».

En juillet 2012, un verdict définitif a été rendu. Les principaux responsables de l'ordre public à Gênes ont été acquittés. Aucun policier n'a été sanctionné mais par contre des manifestants l'ont été pour dévastation et pillage ! La mort de Carlo Giuliani a été classée sans suite. Quelques peines légères ont sanctionné quelques policiers.

Le film a dû être financé et distribué par Domenico Procacci, producteur de «Gomorra» puisqu'aucune chaîne de télévision, aucun producteur n'ont voulu financer.

En Occident, tous les mouvements sociaux (Occupy Wallstreet aux USA, Los indignados en Espagne, les protestations contre les licenciements en France (Amiens, Clairvaux, le salon de l'automobile à Paris, Florange, etc.) qui sont des protestations sociales démocratiques et non violentes ont été réprimées par les différents gouvernements d'une façon quasi militaire. Dans «Les violences politiques en Europe» (Xavier Grettiez Ed La Découverte 2010), on apprend comment en 1946 un corps spécifique, les compagnies républicaines de sécurité (CRS), a été créé pour «le maintien de l'ordre», un corps qui s'est professionnalisé avec de nouvelles techniques : armes «non létales» –gaz, canons à eau, matraques...-préparation psychologique au stress et aux insultes, méthodes de contrôle des foules et négociations entre police et mouvements sociaux. L'objectif est de «pacifier» la rue et d'éviter le corps à corps entre citoyens et policiers. D'où les différences entre la France et les USA, le Canada et l'Italie. «A Gênes, on a fait appel à des conscrits et à quatre corps différents 'la polizia di stato', les carabinier etc.) mal coordonnés entre eux.» (X.Grettiez). Mais le soi-disant savoir-faire de la police française n'empêchera jamais les révoltes d'éclater et elles ne s'interdiront pas toujours une violence légitime. Donatella Della Porta, chercheuse à l'université de Florence, dans «Les violences policières en Europe» remarque que «si le contrôle de la contestation a longtemps été centralisé au niveau national, l'essor des manifestations transnationales a augmenté la collaboration entre les

différentes polices nationales, avec une diminution de la transparence». La sociologue française Isabelle Sommier, spécialiste de l'altermondialisme, souligne deux tournants. Celui du 11 septembre 2001 avec l'élargissement de la catégorie de terroriste –«occuper une usine peut être considéré comme du terrorisme, une cyber attaque aussi». Et dès 2002, le Conseil de l'Union Européenne préconise d'appliquer aux mouvements antiglobalisation la même politique que pour le hooliganisme (années 1990) : échange d'informations au niveau européen (facilité par le SIS, système d'information Schengen) ; arrestations préventives de populations non criminelles ; mesures de contrôle aux frontières et entraves à la circulation. «Lors du sommet de Nice, en décembre 2000, deux mille Italiens et deux mille Espagnols ont été bloqués à la frontière, comme s'il était entendu qu'ils allaient violer l'ordre public. L'Allemagne a même interdit à certains de ses ressortissants (connus comme militants progressistes) toute sortie de territoire pour une manifestation dans un pays tiers». Les sommets de Göteborg, en Suède, 2001, Seattle 1999, Toronto 2010 (2000 personnes arrêtées) se sont bunkerisés avec des «zones rouges» interdites à la circulation.

Et des sommes astronomiques ont été affectées au budget sécurité. A Florence où se tenait le Forum Social européen en 2002, la police avait recommandé aux commerçants de mettre des grilles à leurs vitrines ; on voyait une ville déserte, comme morte. Mais à partir de 2002, les G8 se tiennent dans des lieux difficilement accessibles : les montagnes de Kananaskis en 2002, au Canada, Heiligendamm, en Allemagne en 2007(douze km de grillage empêchent toute incursion), Camp David aux USA en 2012, enfin Lou Erne en Ulster en juin 2013.

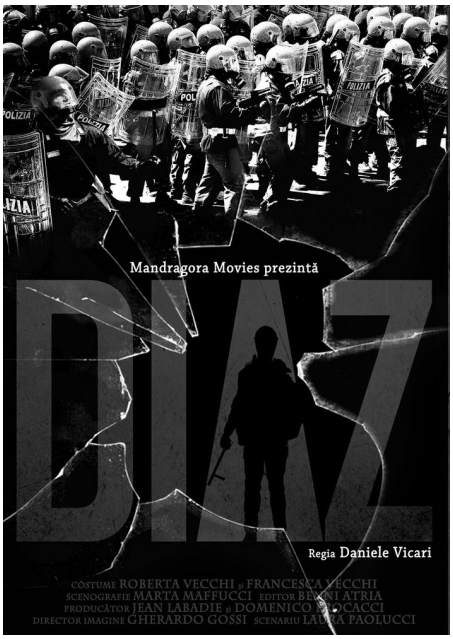
Tous les mouvements d'occupation pacifique ont été délogés sans ménagement partout. Le printemps d'érable au Québec : la plus longue grève étudiante de son histoire a été réprimée avec 3500 arrestations, et 1500 arrestations supplémentaires quand le mouvement a tenté de reprendre en mars ; manifestants menottés maintenus dans la rue pendant plusieurs heures, conduits au poste et enfin relâchés dans la nuit ou au petit matin avec de fortes amendes et l'obligation de comparaître dans les mois qui ont suivi (cf. Francis Dupuis-Déri). Ces manifestants protestaient contre une élévation considérable des droits d'inscription dans les universités !

Ce renforcement de la répression ne semble pas indigner ce qu'il est convenu d'appeler la société civile (excepté les associations de défense des droits de l'homme). «Les partis de gauche eux-mêmes ne montent plus au créneau» pointe Isabelle Sommier, «il faut dire que la question de la violence étatique en démocratie a peiné à devenir un objet de recherche légitime. En février prochain devrait se tenir le premier colloque sur les violences d'Etat en France de 1962 à nos jours…si les organisateurs obtiennent les financements !» La juriste Monique Chemillier-Gendreau a fustigé le discours officiel qui prétend que la police a été «forcée», que les manifestants «se sont radicalisés» etc. Elle se réfère au droit de résistance inscrit dans la constitution de 1793 et qui a été oublié depuis, semble-il.

On attendrait des syndicats et des partis politiques dits de gauche qu'ils ne se couchent pas comme des moutons. On attendrait que les syndicats qu'il est convenu de nommer partenaires sociaux se souviennent qu'ils sont censés représenter une classe en lutte.

D'Athènes à Lisbonne, Madrid, Toronto, Rio, Sao Paolo, Istanbul et ailleurs, le mécontentement gronde. Partout où le peuple supposé souverain en démocratie, l'Etat montre le même visage celui de la répression. En France, l'extrême droite peut déchaîner ses nervis pour assassiner un jeune antifasciste. Et le terreau est suffisamment fertile pour qu'une simple interdiction de certaines organisations ne soit la solution.

Souvenons-nous des manifestations contre la loi ouvrant le mariage à deux personnes du même sexe. La droite avait rameuté une sorte de "tea party" à la française, avec entre autres les partisans d'un dit "printemps français" qui n'avait rien à voir avec le vent de liberté qui soufflait sur d'autres printemps. ★



abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.